l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

Bimensuel n° 1 198 (71) Nouvelle série. Du 20 février au 5 mars 1980. 4 F.



REPRESSION
deux militants politiques
bretons parlent

SOUSCRIPTION

Total précédent : 33503 F		
Souscript sur vieux n° HR	Paris	10 F
Supplément à réabt. bim. M.L.	Lille	52 F
Supplément à réabt. bim. P.L.	Bron	6 F
CP Grenoble du P.C.M.L.	Grenoble	1 000 F
H.C.L.	Antony	65 F
Cellule L.M. du P.C.M.L.	Grenoble	80 F
Cellule P. Régnès du P.C.M.L.	Agen	150 F
Vente de noix, châtaignes et confitures	Agen	400 F
Cellule du P.C.M.L. P. Semard	Rodez	700 F
Nouveau total au 14 février 1980 : 35 966 F		

AUX DIFFUSEURS DE PROLETARIAT

La vente du N° 21 doit être en grande partie effectuée maintenant. Nous demandons donc aux dépositaires de la revue de régler leur facture au plus tôt, sans que l'on adresse un rappel. Nous sommes sollicités par l'imprimeur...
D'avance merci.

Hervé DASTAR

Le N° 21 est toujours disponible : 15 F.

Campagne de soutien au Quotidien du Peuple
Pour l'existence en France d'un quotidien communiste

ABONNEZ-VOUS
FAITES DES ABONNES
4 MOIS : 100 F
1 AN : 350 F

En cadeau (au choix) :
Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine.
Un livre de 80 pages : « Munich 1938 : de la capitulation à la guerre ».

NOM (en majuscules) : ....
Prénom ....
Adresse : ....
....
Cadeau choisi : ....

A retourner à : Le Quotidien du Peuple
BP 225 – 75927 PARIS Cedex 19
Crédit Lyonnais : Agence ZU 470 - Compte No 6685
CCP No 23 132 48 F – PARIS

La Faucille n°94 est parue

La Faucille

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

«Les fermiers et métayers, ces paysans sans terre»

Les propositions de la Commission pour les prix agricoles : une provocation !

La FNSEA proteste contre les propositions de prix de la Commission agricole

Rassemblement de soutien à un fermier expulsé

Passez vos commandes

ABONNEMENT BIMENSUEL			
	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 mois	8 F	15 F	15 F
3 mois	24 F	45 F	45 F
6 mois	48 F	90 F	90 F
1 an	96 F	180 F	180 F

ATTENTION
Pour abonnement ou réabonnement Quotidien du Peuple (uniquement), écrire :
Quotidien du Peuple
Boîte postale 225
75927 PARIS Cedex 19
Pour abonnement ou réabonnement à HR bimensuelle et Faucille, écrire :
Humanité Rouge
Boîte postale 201
75926 PARIS Cedex 19
Pour les articles destinés au Quotidien du Peuple ou au bimensuel ou à la Faucille, les expédier aux adresses respectives cités plus haut.

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

Sommaire



Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Pierre Burnand. *Rédacteurs* : Joël Fabien, Catherine Lemaire, Nathalie Villotiers, Charles Malloire. *International* : Serge Forest, Evelyne Le Guen. *Culturel* : Estelle Delmas, Bob Regard, Michel David. *Collaborateurs* : Rémi Dainville, Hervé Dastar. *Secrétaire de rédaction* : Claude Dhalluin. *Administration* : Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication* : André Druesne.

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 3e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

Les intérêts des monopoles français en URSS:

COMPROMISSIONS ET PROFITS

Derrière les sourires et ronds de jambe de Giscard auprès de l'U.R.S.S., alors que l'intervention russe en Afghanistan suscite nombre de protestations des pays du monde entier, se cachent intérêts et profits des plus grands monopoles français.

Catherine Lemaire

Il y a tout d'abord, les intérêts immédiats des trusts français engagés dans la compétition olympique.

LES TRUSTS FRANCAIS ET LES JEUX OLYMPIQUES

Citons Thomson (dans l'orbite de Paribas) qui organise tout le réseau de transmissions à l'occasion des jeux olympiques, Adidas, firme franco-allemande engagée dans la fabrication de 30 000 costumes officiels et la S.E.F.R.I., promoteur français de la Tour Montparnasse, qui a livré clés en main l'hôtel « *Cosmos* » à Moscou. Hôtel de 18 000 chambres, financé au moyen de prêts forts avantageux accordés au gouvernement russe par le Crédit Lyonnais et la Banque française du Commerce extérieur (avances de 80% du marché à un taux moyen de 6,8%) et remboursable sur 8 ans. Remboursements que le gouvernement russe compte faire grâce aux rentrées de devises que devrait permettre l'exploitation de cet hôtel, fort compromise aujourd'hui par les menaces du boycott des jeux olympiques...



L'Hôtel Cosmos à Moscou... un bon investissement.

Mais, outre les profits que les trusts français escomptent retirer des jeux olympiques et la publicité dont ils peuvent bénéficier, l'U.R.S.S. représente un client non négligeable, en dehors des jeux olympiques, pour les grands monopoles français.

L'U.R.S.S. : DES PROFITS ALLECHANTS POUR LES TRUSTS FRANCAIS

Un des plus grands trusts français qu'est Paribas a une filiale installée à Moscou : la S.O.F.R.A.C.O.P., coopération industriel franco-soviétique.

Rappelons que la visite de Giscard en mars de l'an dernier en U.R.S.S. a valu un contrat substantiel à la firme I.M.T., du groupe Thomson C.S.F. Ce contrat passé avec la centrale d'achat russe Technoprom-import porte sur la livraison d'une usine pour la fabrication d'un central téléphonique M.T. 20 à commutation temporelle, d'une capacité de un million de lignes et s'élève à plus de 425 millions de francs, tandis que l'U.R.S.S. bénéficie là, encore de prêts à taux réduits (7,20%).

D'autre part, regardons de plus près les échanges franco-russes.

LES ECHANGES FRANCO-RUSSES

L'U.R.S.S. représente moins de 3% du commerce extérieur français et n'est que le neuvième client dans les échanges mondiaux de la France. Toutefois, la balance extérieure française avec l'U.R.S.S. est excédentaire ; autrement dit, les achats faits par les firmes russes aux trusts français sont supérieurs aux importations françaises effectuées auprès de l'U.R.S.S.


Quand le représentant des monopoles français rencontre celui de la superpuissance russe... qu'est-ce qui se raconte ?... Des histoires de gros sous.

et reflètent donc par là des échanges fructueux en profits pour les trusts français. De plus, ces échanges s'accroissent d'année en année. Ils ont triplé entre 1975 et 1979 et sont appelés encore à tripler sur les cinq années à venir. Et surtout, les commandes russes portent pour près de 40% sur des biens d'équipement, secteur économiquement stratégique.

Enfin, il faut expliquer que l'embargo américain à l'encontre de l'U.R.S.S. va sans doute laisser le champ libre aux trusts français pour de fructueux contrats. Déjà, Pechiney Ugine Kulmann (P.U.K.) est en bonne position pour la livraison d'une usine géante d'aluminium en Sibérie qui représente pour P.U.K. quelques trois milliards de francs, la firme U.S. Alcoa venant de se retirer du marché russe. De même, la limitation à un million de tonnes par an des achats U.S. d'engrais complexes auprès de l'U.R.S.S. pourrait bien permettre à la firme française SPEICHIM de sortir victorieuse des négociations qu'elle mène avec l'U.R.S.S. pour la construction d'une usine d'insecticides en U.R.S.S. Ou encore, le trust français Creusot-Loire peut retrouver des chances pour la construction d'un complexe sidérurgique si les trusts U.S. Armico Inc et japonais Nippon Steel venaient à dénoncer le contrat de 400 millions de dollars qu'ils viennent de passer.

Bref, bien des contrats riches de profits sont en vue pour les plus grands trusts français si Giscard, tout à leur service, poursuit sa politique de sourires et de compromissions à l'égard de l'U.R.S.S. qui est en train d'activer ses préparatifs de guerre... L'argent n'a pas d'odeur.

EDITORIAL

TITO une vie de lutte



De l'œuvre immense réalisée par Tito au cours de sa longue vie de combat, deux choses essentielles demeureront comme une grande contribution à la lutte des peuples.

Tito fut d'abord celui qui, à la tête du Parti communiste de Yougoslavie, dirigea la lutte des peuples de Yougoslavie pour leur indépendance. Il fut celui qui dirigea la guerre populaire contre l'occupant nazi. En comptant pour l'essentiel sur leurs propres forces, au prix du sacrifice de plus d'un million de partisans assassinés par les nazis, les peuples de Yougoslavie ont chassé les occupants nazis. Au cours de cette guerre de libération nationale, l'objectif de la libération sociale, de la révolution, ne fut jamais perdu de vue. A la différence d'autres partis, le Parti communiste de Yougoslavie sut faire déboucher la lutte de libération nationale sur la remise en cause du système d'oppression du peuple, sur la victoire de la révolution. Dès cette période, sous la conduite de Tito, la lutte des peuples de Yougoslavie se mena selon sa voie propre, en refusant les pressions extérieures, qu'elles viennent de la Grande Bretagne impérialiste ou de l'U.R.S.S. alors socialiste et qui visaient à lui imposer d'autres buts que les siens propres. Après avoir chassé les occupants nazis, les peuples de Yougoslavie allaient défendre avec force leur indépendance conquise.

Quand, en 1948, la Yougoslavie fut l'objet de violentes attaques lancées par l'U.R.S.S., qu'elle fut soumise au boycott, une des accusations principales lancées contre elle fut celle de « *chauvinisme* ». En vérité, il semble bien que ce qui était essentiellement en cause n'était rien d'autre que le refus par Tito de la tutelle de l'U.R.S.S. A cette époque, Tito fut accusé d'être un agent de l'impérialisme : l'histoire a montré la valeur de ces accusations. La Yougoslavie est resté un pays indépendant qui s'est rangé aux côtés des peuples en lutte contre l'impérialisme, que ce soit en Algérie ou en Indochine.

En dépit des attaques, des pressions de toutes sortes, la Yougoslavie a su préserver son indépendance. Et quand, en 1968, les chars soviétiques envahissaient la Tchécoslovaquie, les peuples de Yougoslavie se mobilisaient pour montrer leur détermination. Car, garantie de l'indépendance, la Yougoslavie s'est dotée d'un système d'auto-défense, mobilisant le peuple. Un envahisseur trouverait face à lui non seulement une armée mais aussi un peuple en armes, menant sa guerre, dans son pays, comme hier contre les nazis. Symbole de cette volonté d'indépendance : la constitution yougoslave interdit la capitulation.

Agissant pour l'indépendance de son pays, Tito a également grandement contribué à la défense de l'indépendance des peuples en étant un des fondateurs du mouvement des non-alignés. Au fil des années, le mouvement des non-alignés est devenu une immense force historique regroupant les pays et les peuples qui s'opposent à la fois à la domination des U.S.A. et à celle de l'U.R.S.S. Tito a été un des initiateurs de la lutte révolutionnaire qui oppose aujourd'hui les peuples aux deux superpuissances.

Tout au long de ces dernières années, les prises de position de Tito et de son parti ont été guidées par le combat contre les agressions et les pressions de l'U.R.S.S. et des U.S.A., par la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce qui a conduit Tito à condamner l'invasion vietnamienne contre le Cambodge, à dénoncer l'invasion soviétique en Afghanistan. Le dernier grand combat de Tito s'est mené contre les tentatives de l'U.R.S.S. visant à diviser le mouvement des non-alignés, à en faire un auxiliaire de la politique d'expansion soviétique. On se rappelle du combat qu'il a mené à la Havane contre les manœuvres de Fidel Castro.

La disparition de Tito suscite beaucoup d'inquiétudes dans le monde pour l'avenir de la Yougoslavie. L'U.R.S.S. n'a pas renoncé à mettre la main sur ce pays. Des menaces pèsent en effet sur la Yougoslavie. L'une d'entre elle vient de la Bulgarie, un des pays du Pacte de Varsovie les plus liés à l'U.R.S.S. La Bulgarie revendique tout simplement une partie de la Yougoslavie, la Macédoine. Sans doute, l'U.R.S.S. ne se lancera-t-elle pas immédiatement dans une agression contre la Yougoslavie mais on peut être sûr qu'elle va agir pour créer les conditions lui permettant de remettre en cause l'indépendance yougoslave.

Mais une chose est sûre : depuis 35 ans les peuples de Yougoslavie sont éduqués dans l'esprit d'indépendance et sont organisés pour la défendre. Si l'U.R.S.S., un jour, voulait reproduire à Belgrade les coups de Prague ou de Kaboul, elle verrait se dresser contre elle un peuple conduit par l'esprit de Tito.

Pierre Burnand

TUNISIE:

Le coup de Gafsa

Bien que toute la clarté n'ait pas été faite sur les évènements qui se sont déroulés à Gafsa le 27 Janvier jusqu'à au début Février, un certain nombre de faits paraîssent bien établis.

Jean Quercy

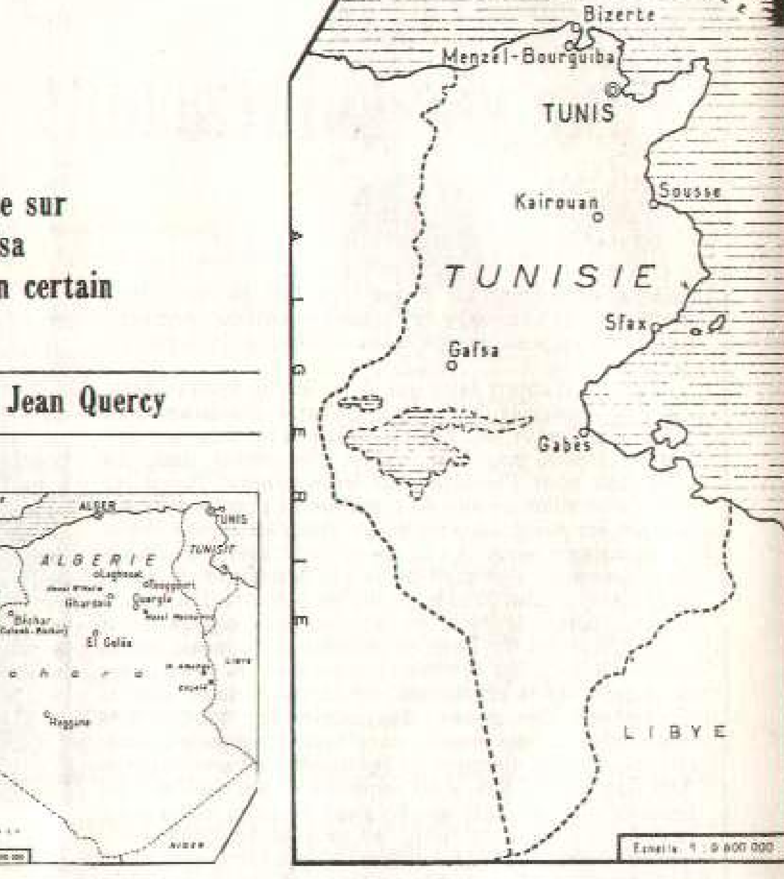
Tout d'abord si la ville est tombée ce n'est pas du fait d'un soulèvement populaire mais bel et bien d'une attaque de commando minutieusement préparée. Tandis qu'une vingtaine de commandos étaient déjà dans la place venus par avions en se faisant passer pour des travailleurs immigrés de retour au pays, une trentaine franchissaient la frontière tunisienne. Ils étaient pris en charge par Ezzeddine Cherif, opposant youssêfiste au régime, qui avait veillé au stockage des armes, aux contacts, et établi le plan du coup de main. Le moment était bien choisi puisque l'armée tunisienne était en manœuvre à 160 km de là et que la plupart des responsables militaires étaient en congé à cause de la fête du Mouled. A 2 h 30 du matin, la ville était réveillée par des tirs nourris d'armes à feu, les cris *« Tirez sur tout ce qui bouge »* dissuadant les habitants de sortir de chez eux. En 1 h 30 la caserne Ahmed Tlili, une caserne secondaire, le poste de police et celui de la garde nationale étaient pris, 200 jeunes recrues prisonnières. Certains observateurs doutent que le commando ait été constitué d'une cinquantaine d'homme seulement et pensent que ses effectifs ont peut-être dépassé la centaine.

Y a-t-il eu une participation populaire ? Il semble bien que le commando ait essayé d'entraîner avec lui, dimanche, un certain nombre de jeunes aux cris de *« soulevez-vous avec nous pour sauver le peuple tunisien de la tyrannie »*. Des slogans démagogiques promettaient en cas de victoire une baisse faramineuse des prix des denrées alimentaires. S'il n'est pas exclu que certains aient été entraînés un temps, la reprise de Gafsa par l'armée ne s'est pas heurtée pour l'essentiel à une résistance populaire. Cependant le maintien du bouclage, le quadrillage de la ville, les opérations de recherche dans différents quartiers laissent penser que le commando a peut-être réussi à s'attirer des complicités dans la ville.

Par contre le rôle joué par la Lybie paraît certain. Outre les aveux des commandos et de leur chef qui reconnaissent avoir été entraînés en Lybie, bien des faits en attestent : les documents, les plans trouvés sur les assaillants, les armes soviétiques accompagnées d'une facture au nom du département lybien des achats. En outre, une déclaration lue à Gafsa par le commando était déjà connue en Lybie la veille. Par ailleurs le gouvernement lybien a cherché à faire croire par une intense propagande qu'il y avait en Tunisie *« un soulèvement populaire victorieux »* et a publié des communiqués de *« la résistance armée tunisienne »*, mouvement qui a revendiqué l'agression contre Gafsa, mais est inconnu en Tunisie.

Si le commando a pu chercher à s'appuyer sur le mécontentement populaire lié au manque de libertés démocratiques et syndicales, à l'augmentation du prix de la vie, au chômage, il a échoué. L'attaque éclair contre Gafsa a réussi, mais les masses populaires ont refusé de suivre. Déclenché deux ans (ce n'est pas un hasard) après la révolte populaire durement réprimée par Bourguiba le 26 janvier 1978, le coup de Gafsa est d'une autre nature. Il s'agit d'une tentative de subversion patronnée par la Lybie de Khadafi.

Cela explique la réaction quasi-unanime des diverses forces politiques depuis les marxistes-léninistes de Al Amel Tounsi dont nous publions ici la déclaration jusqu'à la bourgeoisie nationale mestiriste, les bensalistes, le P.C.T. (révisionniste). Les syndicats ouvriers de l'U.G.T.T. ont d'ailleurs décidé du fait de la situation de limiter les actions revendicatives prévues. En même temps, tous, dans l'ensemble soulignent qu'une telle opération a été favorisée par le manque de démocratie, de travail, les conditions de vie faites aux masses populaires par le régime de Bourguiba.



Gafsa
version agence Tass

Dans une déclaration de l'agence Tasse reproduite dans *La Pravda* du 8 février, on apprend que les événements de Gafsa sont *« une suite des manifestations anti-gouvernementales des masses de janvier 1978 : ils s'expliquent par le mécontentement des masses populaires face à la politique du gouvernement »*.

L'agence Tass et le gouvernement lybien, sont parmi les seuls à avoir vu dans les événements de Gafsa un soulèvement populaire, une affaire intérieure à la Tunisie. Ne sont-ils pas aussi ceux qui ont tout intérêt à présenter les choses ainsi ?

Quel jeu joue Kadhafi ?

Après avoir gardé quelque temps une attitude fort critique vis-à-vis de l'U.R.S.S., le gouvernement lybien s'en est considérablement rapproché. Il faut dire que les énormes revenus pétroliers n'ont en rien participé à la création d'un marché national, au développement du pays susceptible d'asseoir une volonté d'indépendance.

Ils ont servi à l'achat de produits de consommation surtout destinés à la grande bourgeoisie lybienne et à l'achat de grandes quantités d'armes. Khadafi abrite dans des camps d'entrainement, sous encadrement palestinien mais aussi dit-on, cubain, voire soviétique, des milliers d'hommes qu'il compte utiliser pour ses rêves de conquête.

Il n'a guère de mal à les trouver parmi les nombreux travailleurs immigrés arabes embauchés en Lybie. Engagés avec une solde de 1 000 F ils pensent servir la cause de la lutte antisioniste, alors que c'est de bien autre chose qu'il s'agit.

Ainsi 1 500 à 2 000 Tunisiens (sur près de 60 000 Tunisiens travaillant en Lybie) sont entraînés dans deux casernes près de Tripoli. Khadafi les a déjà utilisés dans plusieurs opérations : intervention lybienne en Ouganda, pour soutenir Amin Dada, au Tchad, en Centre-Afrique avec soutien de Bokassa, détournement d'un Boing tunisien sur Tripoli, etc.

Récemment Khadafi a expulsé de Tripoli la représentation du Fath, principale composante de l'O.L.P. qui refusait qu'il enrôle de la même manière des Palestiniens dans ses « Comités révolutionnaires ».

L'un des projets chers à Khadafi est la création d'une Fédération arabe dont il se verrait le dirigeant, incluant en particulier la Tunisie. Il n'a jamais accepté la marche arrière prudente de Bourguiba alors que la Tunisie et la Lybie devaient se fondre en une seule République en 1974. Le coup de Gafsa ne serait-il pas alors un test de la résistance à « l'unité par la force » ? Parions que l'U.R.S.S. également grande spécialiste en coups (depuis le coup de Prague jusqu'au coup de Kaboul) y aura été attentive. Ne pourrait-elle y trouver quelque convergence avec ses intérêts dans la région ?

Afghanistan : d'autres Kérala

(suite de la page 9)

Face aux armes très sophistiquées des Russes comment les guerilleros font-ils pour se défendre ? Que peuvent-ils faire par exemple contre les hélicoptères mig-24 qui sont blindés ?

Ils en ont pourtant abattus plusieurs dans la région du Pachir et en ont capturés deux récemment. Mais comme ils n'ont ni munitions ni essence ils les gardent pour l'instant. S'il y arrivent c'est en utilisant des moyens héroïques dans d'étroites vallées. Quand un hélicoptère vient dans les vallées, 10 ou 15 personnes se sacrifient en se montrant au fond de la vallée. Lorsque l'hélicoptère descend, des combattants tirent massivement des deux versants où ils s'étaient cachés ; ils essaient aussi de brouiller la vue avec des fumées.

A part l'Iran aucun pays n'a aidé jusqu'à présent la résistance de l'Afghanistan. Ils ont commencé avec des armes rudimentaires, avec ce qui leur tombait sous la main. Après mars 1979, plusieurs garnisons ont déserté avec leurs armements ; et maintenant les rebelles ont des chars, des batteries antiaériennes, des canons... mais c'est encore largement insuffisant. Du côté du Pakistan il n'y a pas d'aide mais le gouvernement pakistanais ne peut empêcher les ethnies de se rendre d'un côté et de l'autre de la frontière où ils ont leur famille, des cousins, etc.

Depuis cette interview, la résistance a marqué des points. Selon l'*« Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan »* qui rassemble plusieurs mouvements, les Soviétiques auraient récemment subi des pertes sérieuses, tant à proximité de la frontière pakistanaise où 150 chars auraient été repoussés ou détruits, qu'à l'Ouest dans la province du Badaghsan. Ces difficultés ne sont sans doute pas étrangères aux propos tenus par Babrak Karmal, lequel songerait à expulser tous les journalistes occidentaux.

Les patriotes khmers soutiennent les patriotes afghans

Sous le titre *« le peuple kampuchéen se félicite de la résolution de la Conférence islamique extraordinaire »*, *« la Voix du Kampuchéa démocratique »* a souligné que la résolution constituait une *« victoire de grande portée »* pour la lutte du peuple afghan et pour tous les pays islamiques, de même que pour tous les pays du Tiers-monde. Elle a considéré la position adoptée comme étant fondamentalement la position commune des pays non-alignés, des pays du Tiers-monde et des pays épris d'indépendance, de paix, de justice dans le monde.

Une atteinte à l'indépendance de notre pays

Déclaration d'El Amel Tounsi (Le travailleur tunisien)

Le 27 janvier dernier, notre pays a été l'objet d'une intervention flagrante dans ses affaires intérieures. Les faits matériels prouvent tous qu'un groupe de tunisiens organisés, entrainés et surarmés par le régime lybien, ont déclenché une attaque de grande envergure contre la ville de Gafsa. Leur attaque était la première étape d'une entreprise visant la conquête du pouvoir dans tout le pays, la deuxième étant d'appeler l'armée lybienne à la rescousse pour terminer de « libérer » la Tunisie... !

Notre organisation condamne cette entreprise dans sa forme et dans son contenu et y voit une atteinte flagrante à son indépendance. Nous en tenons le régime lybien pour le principal responsable et considérons qu'il a franchi par cette opération une étape nouvelle et dangereuse dans la série de ses ingérences dans les affaires intérieures de notre pays (quant aux Tunisiens qui se sont laissés — consciemment ou non — entrainer dans cette entreprise, nous considérons qu'ils ont nui à la cause de leur patrie et de leur peuple).

Notre peuple est très attaché à son indépendance et au principe de déciser lui-même de son destin. La question du changement de régime en place dans le pays est de son seul ressort et aucune intervention de l'étranger n'y est permise. Notre organisation croit fermement que la lutte large de toutes les couches populaires et sous ses diverses formes de masse, doit être l'épine dorsale de tout changement politique dans le pays. Les changements qui ne sont pas l'œuvre des masses populaires portent en eux des dangers menaçants et en particulier les interventions qui s'érigent en tutrices du peuple tunisien.

Le mot d'ordre de l'unité arabe que lève le régime lybien pour justifier ses interventions dans les affaires de notre pays a été vidé de son contenu révolutionnaire concret et a été mis au service de ses desseins expansionnistes aventuriers. L'unité arabe, à notre époque, ne peut pas être imposée par la force et sa réalisation progressive, par étape, passe par la reconnaissance de principe des spécificités de chaque pays ou peuple arabe, de sa souveraineté absolue et de son droit à s'autodéterminer ; elle passe également par la lutte unie de tous les peuples et pays arabes contre l'impérialisme et tous les courant hégémonistes et colonialistes, en particulier ceux qui s'affublent des oripeaux de l'amitié entre les peuples.

Nous condamnons également cette intervention lybienne parce que nous croyons que les objectifs de l'U.R.S.S. et ses plans expansionnistes convergent aujourd'hui dans une grande mesure avec les aventures du régime lybien : fomenter des troubles dans notre pays et le déstabiliser facilite en effet la réalisation des plans soviétiques dans la région aux dépens des aspirations fondamentales de notre peuple et des autres peuples arabes.

Quant aux conditions internes qui ont encouragé de telles ingérences et ont permis d'entrainer des groupes importants de tunisiens et de les enrôler au service de projets douteux, les événements ont largement montré que la politique qui consiste à opprimer et à réprimer les masses populaires, à se lier aux forces impérialistes mondiales et à s'appuyer sur elles, à servir les intérêts des grands propriétaires, cette politique là a affaibli dans une grande mesure la capacité de notre pays à vaincre de telles agressions. Elle ne permet pas de mobiliser les larges masses pour combattre toute intervention étrangère, elle encourage les forces d'agression à comploter contre notre patrie et à attenter à sa souveraineté. Ne pas compter sur ses propres forces dans l'édification de l'économie nationale, comme le recours à l'émigration de dizaines de milliers de citoyens, cela crée un climat propice à la manipulation de nombre de Tunisiens trompés et utilisés contre leur peuple et leur patrie.

La tendance à appeler au secours des forces étrangères, françaises ou américaines, pour nous aider contre l'intervention d'autres forces étrangères constitue une politique à courte vue d'autant plus que cela enfonce notre pays dans le tourbillon des interventions et des contre-interventions.

Comment notre peuple peut-il relever victorieusement tous ces défis ? La défense de la souveraineté de la patrie dans les circonstances mondiales et régionales actuelles ne se limite pas seulement à consolider notre défense nationale mais implique une politique s'appuyant sur la vigilance des masses populaires et leur mobilisation.

Sur le plan économique, telle politique implique la solution du problème de l'emploi de tous les Tunisiens dans leur propre pays ; la solution du problème de l'émigration en particulier nécessite une réforme agraire pour résoudre le problème de l'agriculture en Tunisie et en faire une base du développement d'une véritable industrie nationale cela implique la réalisation des changements démocratiques dans le pays en permettant au mouvement populaire d'exercer ses droits politiques et syndicaux en toute liberté ; en abandonnant la répression et l'oppression contre les forces patriotiques et en satisfaisant les revendications matérielles des ouvriers et du peuple.

Les mesures concrètes qui s'imposent aujourd'hui sont :

— la libération de tous les prisonniers politiques et syndicalistes ;
— l'adoption de mesures urgents pour stopper la hausse des prix et protéger le pouvoir d'achat des masses laborieuses ;
— la levée de toutes les entraves à l'activité syndicale libre et la possibilité aux ouvriers de prendre le destin de leur syndicat en main ;
— toute la sollicitude à l'égard de nos travailleurs émigrés en Lybie, nécessité par les derniers événements.

Et que vive la Tunisie libre et indépendante.

Paris le 9 février 1980

Afghanistan: D'autres Kérala

En avril dernier, des conseillers soviétiques ont dirigé l'assassinat de 1170 villageois : révélé par l'A.F.P., ce massacre de Kerala fut tout de suite considéré comme l'Oradour afghan. Il équivaut également en horreur le massacre de My lai commis au Vietnam par l'impérialisme U.S. Nous avons demandé à des Afghans de la Fédération des étudiants afghans à l'étranger, résidant en France et enBelgique s'ils avaient connaissance d'autres forfaits de ce genre liés à la présence impérialiste des Russes en Afghanistan.



Réalisée par Jean Quercy

Quand les colonialistes occidentaux sont allés coloniser l'Orient et l'Afrique ils n'ont pas dit que c'était pour exploiter mais pour initier les peuples à la civilisation. En fait ils les ont exploités jusqu'à la moelle. De même les U.S.A. ont envahi le Vietnam au nom de la démocratie pour utiliser ensuite naplam, bombes à billes et bombes chimiques. Les Russes y sont allés au nom du socialisme pour cacher leur vrai rêve de descendre vers l'Océan indien et réaliser le rêve de Pierre le Grand. Depuis 21 mois qui se sont écoulés depuis le putsch de Taraki que n'ont-ils pas utilisé au nom du socialisme ? ils ont bombardé 80 % du territoire afghan, tué 300 000 personnes, 400 000 personnes sont réfugiées au Pakistan en en Iran. Ils se devaient pour cela de cacher le vrai visage de fascisme sous le nom de socialisme. Quel féodal a détruit tant de choses, a brûlé des gens vivants, les a enterrés vivants.

Les Russes ne se conduisent pas autrement que les Américains et n'ont pas d'autres arguments que de vouloir sauver un pays socialiste.

Quand a-t-on enterré les gens vivants ?

L'ethnie nasara, d'origine mongole, des vrais patriotes, est allée attaquer un poste de police. Ils étaient quelques uns. Amin et ses amis russes ont alors rassemblés trois cent personnes de cette ethnie. Ils ont pris en otage à peu près 150 personnes, ont jeté de l'essence dessus, les ont brûlés vivants. Ils ont mis les autres dans des fosses et les ont enterrés avec un buldozer. C'était en juin 1979.

On parle aussi de pilotes tués par les Russes pour ne pas avoir accepté le bombardement ?

Ça s'est passé comme ça. Au 21-22 mars, la révolte a pris une allure si générale que même l'armée a rejoint la population. 150 conseillers militaires russes à peu près ont été tués. Et ils ont donné l'ordre à 18 aviateurs afghans de bombarder la ville d'Herat. Parce qu'ils refusaient ils ont été fusillés sur place. Il y a eu dans la ville 15 000 morts et pendant que les gens allaient enterrer leur famille, des avions russes venant du Tadjikistan ont décollé et sont venus bombarder la ville pendant l'enterrement. Il y a eu 15 000 morts de plus.

Quelles sont les conséquences de la répression et la riposte ?

Nous estimons qu'il y a eu plus de 250 000 morts, 600 000 réfugiés, 40 000 exécutions de prisonniers politiques. Ils en ont brûlé vivant. Cette politique a été menée par les conseillers soviétiques et par les membres du parti. Dans certaines régions où les populations se sont soulevées elles ont tué les membres du parti au pouvoir. Mais ce n'était pas systématique. C'était dû à la colère de la population. Imaginez le village de Kerala où toute la population masculine a été massacrée. Si un des membres du parti qui y a participé est capturé, il sera tué et ce sera justifié.

Il y a la guerre de gens à la solde de puissance étrangère qui massacrent la population et la guerre de la population aussi.

En France, les gens essaient de justifier l'atrocité de la répression par la prétendue sauvagerie du peuple afghan.

Non, ce n'est pas cela. Effectivement ils ont tué des membres du parti et comment ne pas s'en réjouir ? Quand ils capturent un membre criminel qui a massacré plusieurs dizaines ou centaines de paysans et le tuent ils font bien. En plus les Russes aussi ont massacré les Afghans. A Herat, en mars 1979, les pilotes afghans ont refusé de bombarder la ville lors du soulèvement populaire de mars 1979. Ils ont exécuté les pilotes afghans et des pilotes russes sont venus de Moscou pour bombarder la ville parce que la garnison de la ville avait rejoint la population. La population en colère a attaqué toutes les installations gouvernementales, massacré tous les militaires soviétiques qu'ils trouvaient. Ça traduit la haine. Dans la deuxième guerre mondiale dans tous les pays où se trouvaient les nazis, les nazis capturés n'étaient-ils pas tués ?

C'est très compréensible dans une guerre où ont été massacrés des centaines et des milliers de gens, des villages entiers bombardés. Les villages, les enfants sont brûlés, et voyez-vous, ça développe une haine contre les envahisseurs, contre les bourreaux du peuple. Les tuer c'est compréhensible. C'est spontané et non organisé. On ne peut contrôler la colère d'une population toute entière lorsqu'elle trouve un criminel. Je crois que c'est quelque chose de très simple...

Suite page 7

Dans notre pays la classe ouvrière comprend 1 100 000 travailleurs immigrés. Ils sont 800 000 à être employés comme manœuvres ou O.S., c'est-à-dire sans qualification. A eux seuls ils représentent 21 % des manœuvres et des O.S., catégories dont les salaires sont généralement les plus bas, les conditions de travail les plus dures.

En plus de l'exploitation forcenée qu'ils connaissent dans les entreprises, leur vie est quotidiennement marquée par les menaces d'expulsion, des conditions de logement dans des foyers inacceptables, l'insécurité du fait du racisme, le déracinement culturel...

La situation, les problèmes spécifiques de cette fraction de la classe ouvrière doit retenir toute l'attention des communistes.

Charles Malloire

L'immigration et l'activité des communistes



Est-il besoin de rappeler que ces conditions que connaît cette importante fraction de la classe ouvrière sont le produit de l'exploitation capitaliste et de la politique impérialiste de la bourgeoisie française. Si cette vérité est trop évidente à nos yeux, elle est bien souvent méconnue ou sous-estimée par de nombreux travailleurs français et notamment par sa fraction la plus avancée. Nous n'en avons que trop de preuves. Faisons le bilan du soutien apporté par l'ensemble de la classe ouvrière aux résidents des foyers SONACOTRA, faisons le bilan de l'effort de mobilisation des travailleurs et de ses résultats dans la lutte contre les lois BONNET, BARRE, STOLERU, enfin quel est l'ampleur du soutien apporté par la classe ouvrière en France à la lutte des peuples des soi-disant Territoires ou départements d'outre-mer, lutte contre la domination néo-coloniale du gouvernement français, pour l'indépendance. Tous ces bilans montrent la sous-estimation profonde par la classe ouvrière des revendications à caractère de classe des travailleurs migrants.

Doit-on rappeler que dans les soi-disant D.O.M.-T.O.M., nombreux sont ceux qui sont contraints à l'immigration pour trouver du travail. Alors que de plus en plus la bourgeoisie fait de ces pays des lieux de repos, de vacances ; de loisirs qui ne profitent qu'à ceux qui ont les moyens de se payer de telles vacances pendant que les populations sont obligées d'émigrer, et sont ainsi condamnées à vivre dans les grandes concentrations urbaines sans pouvoir voir leur famille. Qui profite de cette politique ? Sinon les grandes entreprises touristiques telles que HAVAS et consort...

La prise de conscience de cette réalité permet de comprendre la difficulté que va rencontrer cette fraction de la classe ouvrière dans la lutte aux côtés des autres travailleurs pour son émancipation.

Notre activité en ce domaine nous permet d'avancer quelques réflexions sur ces questions sujettes à bien des incompréhensions.

LE CARACTERE AUTONOME DES LUTTES, DE L'ORGANISATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES CONSTITUENT DES FAITS OBJECTIFS :

Cette réalité est trop souvent ignorée, voire combattue par une fraction des éléments avancés de la classe ouvrière de notre pays. On ne peut pas vouloir lutter contre tous les méfaits actuels de la politique d'immigration du gouvernement français sans prendre en compte cette réalité objective. Vouloir rejeter le caractère autonome des luttes des travailleurs immigrés et des formes d'organisation qu'ils choisissent c'est ne pas reconnaître le caractère spécifique de leur condition qui n'est pas seulement celle d'un ouvrier exploité, mais celle d'un ouvrier exploité qui plus est ne bénéficie pas des mêmes droits, de la même liberté, des mêmes conditions de vie du fait de sa situation de travailleur migrant.

Cette chose acquise, certains s'appuient sur le caractère autonome des luttes des travailleurs immigrés, sur les formes propres d'organisation qu'ils se donnent pour leur refuser leur soutien, leur solidarité. Voilà en fait l'autre aspect de la même incompréhension de la condition des travailleurs immigrés.

Ceux là ne comprennent pas le caractère de classe qui unit la lutte des travailleurs immigrés contre la SONACOTRA, contre les expulsions et celles que mènent les travailleurs français contre le gouvernement GISCARD-BARRE.

Ce caractère de classe est déterminé par le fait qu'un ouvrier, qu'il soit français ou immigré, est soumis aux mêmes rapports d'exploitation dans les entreprises. Il n'y a donc pas d'intérêt fondamentalement diverd fondamentalement divergents entre les luttes de la classe ouvrière et le caractère autonome des luttes et des formes d'organisation des travailleurs immigrés.

Au contraire, la reconnaissance du caractère autonome des luttes des travailleurs immigrés et le soutien inconditionnel à leur lutte contre le gouvernement français constitue les deux aspects que doit revêtir l'attitude des travailleurs français, attitude conforme à la solidarité internationaliste et tout en œuvrant à l'unité de la classe ouvrière.

Faillir à l'un des deux aspects revient à agir en dépit des intérêts de la classe ouvrière.

Il va de soi que les communistes doivent développer une intense activité dans ce domaine. Concernant cette activité il nous semble nécessaire de tenir compte des deux aspects que doit recouvrir notre activité, aspects complémentaires mais qui doivent rester distincts.

OEUVRER A L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE :

Nous avons vu précédemment ce qu'il y avait de commun, dans la condition d'un ouvrier qu'il soit français ou immigré. Les ouvriers français ou immigrés constituent une seule classe dont les intérêts immédiats et fondamentaux sont identiques et fondamentalement opposés à ceux de la classe des capitalistes.

Cette unité de classe s'exprime de nos jours essentiellement à travers les luttes économiques où travailleurs français et immigrés luttent au coude à coude pour les mêmes revendications. La base d'unité créée par des intérêts économiques communs est insuffisante. En effet les problèmes d'emploi engendrent une concurrence importante entre les ouvriers. Cette concurrence trouve dans la condition de travailleur migrant une base objective à des facteurs de division qui touchent sans distinction les travailleurs français et les travailleurs immigrés. Ainsi des travailleurs immigrés sont amenés à accepter les lois BARRE, BONNET, STOLERU, sous prétexte qu'il n'y a plus de travail en France. Ce point de vue ne tient pas compte de la véritable fonction de ces lois promulguées dans le but d'accroître les menaces d'expulsion à l'encontre des travailleurs immigrés pour entraver leur capacité combative et ainsi permettre au patronat, en pratiquant des bas salaires, de diminuer ses coûts de production.

Ainsi donc le mot d'ordre *« Français immigrés une seule classe ouvrière »* doit-il trouver ses fondements dans une analyse politique du phénomène de l'immigration. Cela doit conduire les ouvriers français et immigrés à lutter ensemble contre les effets et les causes de l'exploitation dont ils sont l'objet.



TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES DOIVENT BENEFICIER DES MEMES DROITS

La situation spécifique des travailleurs immigrés, la politique du gouvernement français à leur égard, exige l'engagement d'une lutte qui permette aux travailleurs immigrés de bénéficier des mêmes droits que les travailleurs français et, plus immédiatement, de la stricte application de leurs droits si souvent violés.

Ce travail de caractère démocratique doit se faire en liaison avec d'autres forces démocratiques qui pour l'essentiel auront une appréciation humaniste de la condition des travailleurs immigrés. Si cette appréciation humaniste est fondamentalement différente de la nôtre, elle ne constitue pas pour autant un obstacle à l'"entreprise de cette lutte démocratique avec eux.

Il ne fait pas de doute que ces forces utiliseront ce travail démocratique pour faire valoir leur point de vue, leur proposition en matière d'immigration. Il ne serait pas juste de les priver de cette possibilité dans la mesure où cela réduirait la base démocratique qu'exige une telle lutte. Cette lutte constitue un appui important pour la classe ouvrière. Elle peut élargir ses forces en assurant la défense de ses droits démocratiques et la conquête de droits nouveaux. Cela lui permet d'accroître ses possibilités d'organisation et donc augmente sa capacité combative.

Pour ce qui est de l'influence que peuvent avoir les propositions de ces forces au travers de leur action démocratique, il ne nous reste plus qu'à conquérir une influence plus grande.

Enfin il faut se garder de la pression de formations qui, coupées de la classe ouvrière, veulent substituer au caractère démocratique de cette lutte et des formes d'organisation qu'elle revêt, un caractère de classe en prônant la présence de militants ouvriers, d'immigrés dans ces collectifs. Il faut s'opposer fermement à cette pression qui tôt ou tard compromet le caractère démocratique de cette lutte et chasse des formations d'une grande utilité dans ce type d'action.

Il faut convaincre, persuader que ce n'est pas là que se joue l'unité de la classe ouvrière, celle-ci se réalise dans les entreprises, à travers les luttes de classes dans l'effort de solidarité aux luttes des travailleurs immigrés qui trouvent justement dans la lutte démocratique pour l'obtention des mêmes droits un appui que nous n'avons pas le droit de compromettre mais au contraire le devoir de soutenir et de promouvoir.

Charles Malloire

REUNION A L'APPEL DU CP D'ORLEANS DU PCML

La Chine aujourd'hui

Une soixantaine de personnes s'étaient données rendez-vous vendredi 8 février au soir à l'invitation du comité de parti d'Orléans du Parti Communiste Marxiste Léniniste sur le thème de la Chine aujourd'hui

Une soixantaine de personnes s'étaient donné rendez-vous vendredi 8 février au soir à l'invitation du comité de parti d'Orléans du Parti Communiste Marxiste Léniniste sur le thème de la Chine aujourd'hui.

Militants, amis et sympathisants ou tout simplement personnes intéressées par le socialisme chinois s'y trouvaient pour écouter et poser des questions à Alain Dedours, membre du Comité central ayant fait partie de la récente délégation du P.C.M.L. invitée par le Parti communiste chinois.

Un montage diapos exposant quelques aspects de la Chine fut présenté. Après quoi, un bref exposé fait par Alain suivit :

« Pour comprendre la réussite du socialisme chinois, il faut comprendre la réalité de la Chine d'avant la révolution.

En effet, le pays ne connaissait que pillages par les grandes puissances impérialistes de l'époque, famine, analphabétisation, absence de logements, d'industrie. Le pays était constamment secoué par les guerres civiles, il n'existait pas d'unité nationale, le servage était une réalité.

On peut comparer la Chine d'avant la révolution à la France du Moyen-âge.

La réussite du socialisme chinois a permis de balayer tous ces maux.

C'est une réussite quand on compare la situation de ce pays avec des pays comme le Pakistan, l'Inde, le Bengla Desh.

En 30 ans, la Chine a jeté les bases d'une société nouvelle... il a fallu trois siècles chez nous pour sortir du féodalisme, c'est une preuve de la supériorité du socialisme sur le capitalisme.

Bien sûr, la Chine reste encore très arriérée par rapport à nous. De nombreux problèmes restent à régler :

C'est un pays agricole à 70 %, les revenus des paysans sont encore bas, l'économie n'y est pas très développée, la scolarisation n'est pas effectuée à 100 %, il y a des jeunes qui se trouvent au chômage, non comme chez nous pour des raisons de restructurations ou d'accroissement des profits des capitalistes mais car il n'y a pas d'emplois à leur proposer, l'industrialisation y est encore trop faible.

On peut aussi donner pour exemple la production d'acier : elle est par an et par habitant d'une tonne pour le Japon, elle n'est que d'une trentaine de kilos pour la Chine.

La Chine doit donc développer son économie.

C'est en connaissant cette réalité qu'on comprend mieux les efforts et orientations nouvelles en matière de modernisation.

Modernisations que le peuple et les dirigeants chinois ne veulent pas réaliser comme les pays capitalistes, ni comme l'U.R.S.S.

C'est-à-dire ni en pillant d'autres pays, ni en suçant le sang des paysans et des ouvriers. »

De nombreuses questions furent ensuite posées :

Les loisirs, la réalité des syndicats et leur rôle, les libertés, l'aide apportée aux paysans, le problème des minorités nationales, la démocratie...

Les réponses apportées par le camarade se firent en toute objectivité sur la base de ce qu'il avait vu, de ce qu'il connaissait, sans prétendre répondre à tout, ni calquer ses réponses sur celles des Chinois.

Cette réunion a donc permis une meilleure connaissance de ce pays d'un milliard d'habitants, de sa réalité, de ses difficultés mais aussi de ses avancées.

Marc Poulain



Un auditoire intéressé par l'exposé du camarade.

Dans notre prochaine édition, dans cette nouvelle rubrique « Avec le Parti », nous rendrons compte de diverses activités du PCML à l'occasion du 21 Février, journée anti-impérialiste mondiale.

Deux détenus politiques bretons parlent

Mikaël Salomon et Bernard Le Fouest ont passé seize mois en détention. A l'issue de leur procès (septembre-octobre 1979) devant la Cour de Sûreté de l'Etat ils ont été acquittés. Nous les avons rencontrés au mois de décembre pour parler de leur détention et de leur procès.

correspondant Brest



Sortie de la prison de Fresnes le soir du verdict (20.10.79) de gauche à droite : Bernard Le Fouest, Alain Furet, Mikaël Salomon.

Humanité Rouge : Pouvez-vous vous présenter et dire pourquoi à votre avis vous avez été arrêtés en juillet 1978 ?

Mikaël Salomon : J'étais vendeur dans un centre Leclerc à Concarneau. Je vais y retourner bientôt. En attendant je pointe au chômage. Avant juillet 1978 j'avais déjà été arrêté quatre fois. J'ai fais notamment 2 mois de détention en 1974. J'ai été militant de diverses, organisations politiques bretonnes, en particulier du F.A.S.A.B. (Front autogestionnaire socialiste et autonomiste breton). Depuis la fin du F.A.S.A.B., je militais dans les Comités bretons anti-répression (C.A.B.A.R.), à la C.F.D.T., dans différents comités dans le Finistère (contre la militarisation, le tourisme de luxe...).

J'ai été inculpé au départ de *« reconstitution de ligue dissoute »*. Cette inculpation n'a pas tenu et a été remplacée par *« association de malfaiteurs et atteinte à l'intégrité du territoire »*. En fin de compte, au bout du procès j'ai été acquitté.

Bernard Le Fouest : C'était la 2e fois que j'avais à faire à la Cour de Sûreté de l'Etat. En 1976, j'avais été gardé à vue pendant 24 heures à Brest. J'ai été mis en détention le 2 juillet 1978 jusqu'au procès où j'ai été acquitté. J'étais inculpé *« d'association de malfaiteurs, de destruction d'édifices par substances explosives et relation avec une association visant à subsituter une autorité illégale à celle de l'Etat »*.

Je travaille à Brest, chez Ericsson et je milite à la C.G.T. Je suis délégué C.G.T. au C.E. depuis 1973.

Je n'ai jamais fait partie d'organisations politiques, légales ou non. Par contre, j'ai milité dans les C.O.B.A.R. depuis leur création en 1972, dans des comités contre les implantations militaires en Bretagne, contre les centrales nucléaires, le comité anti marée noire, j'ai participé aux actions pour défendre l'enseignement de la langue bretonne.

H.R. : Comment se passent les arrestations ?

B. Le Fouest : Les flics peuvent te garder à vue pendant six jours sans aucune justification. Ils peuvent venir te chercher sur ton boulot et t'embarquer comme ça, sans que ta famille soit prévenue. C'est comme ça que ça s'est passé pour moi. Tu peux perdre ton boulot à cause d'un truc comme ça, c'est ce qui est arrivé au frère de Chenevière ; il s'est retrouvé licencié après quelques jours de garde à vue pour *« absence non motivée »*.

M. Salomon : Il m'est arrivé la même chose en 1974. Je travaillais à l'hôpital. J'ai été licencié pour absence non motivée au bout de deux jours, alors que j'étais en garde à vue à Rennes. Ils m'avaient arrêtés chez moi après ils sont allés perquisitionner à l'hôpital : je travaillais au service de radiologie, il y avait des malades sur les tables et les flics qui fouillaient les locaux...

B. Le Fouest : Ça c'est déjà la deuxième phase dans le travail d'intoxication que font les flics, car, bien avant qu'ils n'interpellent les gens, ils passent chez les employeurs leur dire qu'ils sont bien fous de garder chez eux ceux qui font partis du F.L.B.

M. Salomon : Ils font la même chose avec les propriétaires de ceux qui vivent en location.

H.R. : Dans quelles conditions se passent les interrogatoires ?

M. Salomon : Les pratiques diffèrent suivant les flics, les gardés à vue en cause, leur passé. Ça peut très mal se passer. Personnellement ma dernière garde à vue a été relativement dure, ça relevait d'un règlement de compte de certains flics vis à vis de moi.

En 1977, j'avais porté plainte pour coups et blessures, suite à une garde à vue à Quimper. Cette plainte est actuellement traitée par un juge d'instruction d'Orléans.

Auparavant, j'avais porté plainte contre le commissaire de Concarneau pour garde à vue arbitraire. La procédure a duré 3 ans et a été jusqu'en cassation. Là, le commissaire a fini par

« avoir raison » de m'avoir interpelé et gardé à vue sans notification de garde à vue.

Grosso modo, si j'ai été cogné, ça tenait de ça : une vengeance pour les plaintes déposées, ainsi que la fureur des flics face à mon refus de faire une quelconque déclaration. Les coups, les menaces, les injures, les vexations arrivent rapidement dans ces conditions-là.

Mais c'est au mois de juin de cette année qu'on est arrivé à des situations vraiment intolérables au niveau de la garde à vue (cf. *Humanité Rouge* quotidien du 20-9-1979).

B. Le Fouest : Au procès, le commissaire Le Taillanter a parlé de psychologie dans la manière de mener les interrogatoires et tout le monde en a rigolé (il y avait effectivement de quoi) mais ce n'était pas entièrement faux. Les flics arrivent à définir le profil psychologique des gens qu'ils ont en face d'eux. Mais le comportement dépend aussi de ce qui se passe à l'extérieur, ça peut les obliger à le modifier. En juin 1979, après l'attentat contre la maison de Le Taillander, ils pouvaient se croire tout permis sachant qu'on leur « *passerait* » un certain nombre de « *bavures* ». Ce qui ne veut pas dire qu'en 1978, il n'y en a pas eu, mais elles étaient d'un niveau moindre qu'en 1979.

Je parlais de psychologie, ils réagissent un petit peu en fonction des gens qu'ils ont en face d'eux, mais aussi de la préparation qu'ont ces gens par rapport aux gardes à vue.

C'est vrai que pour les gens en garde à vue ça dure six jours, mais ça dure aussi six jours pour les flics. Il arrive des moments où malgré tout ce qu'on leur a dit de faire, ils peuvent rentrer réellement dans le lard.

Face à cela, c'est une leçon à tirer, il est important de connaître ses droits et de savoir que les flics ont des contraintes eux aussi. En particulier la visite par un toubib. On en connaît les limites dans la mesure où dans certains cas le toubib fermera les yeux sur un certains nombre de choses (comme la lèvre fendue de Mikaël par exemple).

Il y a aussi le fait que toutes les 48 h le procureur de la République vient dans les locaux de la P.J. pour signifier la prolongation de la garde à vue et aussi demander aux gardés à vue s'ils ont des observations à faire sur la manière dont se déroule la garde à vue. Ça c'est au niveau du principe mais en pratique, il y a certaines barrières à l'expression du gardé à vue : bien souvent l'entretien soit avec le toubib, soit avec le procureur de la République, se déroule en présence des flics. Pour certains, ça devient difficile de se plaindre sachant que dès que le procureur sera parti on va se retrouver à nouveau seul avec les flics. Certains se sont tus à cause de ça. C'est pour ça qu'après l'avocat général se sert de ces entretiens avec le procureur de la République particulièrement, en disant « *vous n'avez fait aucune remarque à ce moment-là donc vous n'aviez pas à vous plaindre* ».

En ce qui me concerne, j'avais décidé de ne faire aucune déclaration pendant les 6 jours de garde à vue, j'ai aussi mené une grève de la faim. Je n'ai pas à me plaindre du traitement physique, je n'ai pas reçu de coups. Il est important d'établir un rapport de force favorable face au flic qui t'interroge : le premier jour où j'ai été interrogé, j'ai mis le flic en difficulté deux fois sur des questions de procédure. Ensuite il a dû accepter le comportement que j'avais choisi.

Autrement, en ce qui concerne les conditions de garde à vue, Le Taillanter a parlé au procès « de chambres avec literie complète aménagées dans les locaux de la P.J. ». En fait c'étaient des lits de camps dans des bureaux. Ce qui voulait dire que les flics, travaillant à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, débarquaient dans les locaux, venaient faire du bruit dans tous les bureaux, téléphoner même s'ils n'avaient rien à dire. Autrement dit pas moyen de se reposer, de dormir, pendant les heures de repos légalement obligatoires. Tout cela fait partie de la mise en condition. Il y a eu le cas de Jean-Charles Grall qui, quand il n'était pas interrogé, avait à côté de lui un magnétophone lui répétant : « T'es qu'un salaud, tu vas parler, t'es qu'un con, il faut que tu causes... »

M. Salomon : Il y a peu les petites vexations ; ça va de l'obligation de rester debout pendant l'interrogatoire, d'enlever ses lunettes si on en a, l'interdiction de fumer, ou quand on veut aller aux toilettes : « non, tu parles et dans une heure tu iras aux toilettes », les injures, les menaces, etc.

H.R. : Comment s'est passée votre détention ? Vous aviez un statut politique ?

M. Salomon : Non. Le statut politique n'existe pas. Ça a d'ailleurs été l'un des thèmes des luttes que nous avons menées en prison, en particulier la grève de la faim de novembre 1978. Il existe un « statut spécial », différent suivant les prisons, et qui s'applique aux gens qui relèvent de la Cour de Sûreté de l'Etat (pour délit politique ou espionnage) ; il y a un statut spécial aussi pour les témoins de Jéhovah, pour les délits de mœurs... Le statut spécial c'est le directeur de la prison qui l'applique, ou qui ne l'applique pas ou l'applique d'une certaine manière.

Pour nous cela voulait dire davantage de visites, plus longues, dans des lieux aménagés, sans séparation, la possibilité de se rassembler dans une salle de réunion pendant la journée. On n'est pas astreint à la tenue vestimentaire pénitentiaire et on n'est pas obligé de travailler (si on le fait, on perd le bénéfice du statut spécial).

B. Le Fouest : L'application du statut spécial, qui est un refus de reconnaissance d'un statut politique, est quand même limité par deux choses : les possiblilités en matériel et en person- →



Ici, comme en Corse, les forces de répression sont toujours à pied d'œuvre

Images



Celle de la bourgeoisie : une image ridicule et passéiste que l'on veut donner de l'identité bretonne aux Bretons eux-mêmes et aux touristes qui viennent en Bretagne. Le pouvoir admet et encourage la représentation de la Bretagne sous cette forme mais par contre réprime les militants politiques et culturels bretons.

PHOTO YANN-BER



Celle du peuple : volonté de conserver, perpétuer, développer des traditions particulières à la Bretagne en les insérant dans la société d'aujourd'hui.

PHOTO YANN-BER

nel. Un directeur de prison n'est pas en contradiction avec le code de procédure pénale s'il ne peut appliquer le statut spécial « faute de moyens » en locaux ou en personnel. On ne pourra rien lui dire s'il ne donne pas satisfaction à des détenus politiques. C'est souvent l'alibi retenu.

Tout le courrier qui entre ou sort de prison est soumis à la censure. Le nôtre était de plus transmis à la Cour de Sûreté de l'Etat. Ce qui fait que certaines lettres se sont retrouvées dans le dossier d'accusation de certains d'entre nous. Il y a le problème particulier des lettres en breton où systématiquement il y avait des délais très longs, trois semaines — un mois.

M. Salomon : En fin de compte on sait comment ça se passe si on reçoit ou si on écrit une lettre en breton : la Cour de Sûreté de l'Etat la transmet à Rennes pour la traduire et elle revient à Paris pour la lecture de la version française par la C.S.E. avant d'être expédié à son destinataire. Aussi à propos du breton, pas dans les écrits mais dans les paroles. A la Santé en particulier il a été interdit à des camarades d'utiliser le breton au parloir avec leurs visiteurs. Ils ont été obligés de s'exprimer en français, pour la compréhension des gardiens qui logiquement n'ont pas à écouter ce qui se dit...

La grande majorité des surveillants à qui on a eu à faire n'étaient pas des mauvais types, mais les 3/4 du temps ils étaient manipulés. La meilleure preuve qu'on en ait c'est quand on a été transféré de Fleury à Fresnes. On a été accueillis « *comme il faut* », traités de « *fils d'Hitler* », de fascistes, de nazis, « *la bande à Le Pen* » ; c'est comme ça qu'on avait été présentés avant d'arriver. On leur avait bourré le mou. Jusqu'à ce qu'ils aient compris au bout d'un certains temps ce qu'on était réellement.

H.R. : Quelle action y a-t-il maintenant par rapport aux détenus politiques bretons, aussi bien ceux qui ont été condamnés que ceux qui attendent de passer en procès ?

B. Le Fouest : Pour ceux qui sont passés en procès c'est un fait que cette fois-ci il y a des gens qui sont sortis « *relativement* » vite, mais cela ne signifie pas que ces gens soient satisfaits des jugements prononcés. Tous remettent en cause l'existence de la Cour de Sûreté de l'Etat, tous disent que ceux qui ont été condamnés à de lourdes peines (allant de quatre à quinze ans de détention) l'ont été trop lourdement par rapport aux actes qui leur ont été reprochés et en ce sens veulent les faire sortir le plus rapidement possible de prison. Le seul moyen est de demander le vote d'une loi d'amnistie. C'est vers quoi travaillent les C.O.B.A.R. et les « *Kuzuliou an Distaoliadeg* » (comités « *Aministie Bretagne* » créés en novembre 1979).

Pour ceux qui attendent leur procès, la loi d'amnistie, dans la mesure où l'on obtiendra son vote, s'appliquera à eux. Il est probable cependant que cette loi ne pourra être votée qu'en 1981, au moment des présidentielles.

M. Salomon : En ce qui concerne les comités « *Aministie Bretagne* » la base c'est : la dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat et l'abrogation des lois qui la régissent et permettent l'inculpation des militants politiques (atteinte à l'intégrité du territoire, reconstitution de ligue dissoute, etc.), et le vote d'une loi d'amnistie car elle seule permet d'en finir avec les poursuites contre tous les militants, jugés et condamnés mais libérés, jugés et accomplissent leur peine, en détention préventive, ou inculpés mais libres, etc.

C'est en même temps un moyen politique et judiciaire. Les comités Amnistie Bretagne font un travail d'information et de démarches auprès des élus et des organisations politiques ayant des élus et susceptibles de faire voter cette loi d'amnistie, et un travail de contact avec des parlementaires étrangers, des instances internationales, avec les comités de soutien aux prisonniers politiques corses et basques.

Correspondant Brest.

Nous avons reçu une longue interview de notre correspondant de Brest. Faute de place nous ne pouvons en publier qu'une partie.

Congrés de la Fédération de l'Education Nationale (FEN)

•Orientation syndicale : les problèmes sous la table

•Vive dénonciation de l'agression russe en Afghanistan

Le congrès de la F.E.N. s'est réuni à Toulouse du 28 janvier au 1er février 1980.

La F.E.N. regroupe la grande majorité des enseignants, 530 000 adhérents : sur 850 000 enseignants cela fait 70 % des enseignants syndiqués.

Il n'est donc pas étonnant que la F.E.N. reflète la situation politique des enseignants (hégémonie de la gauche, fait unique en Europe — domination du réformisme). La F.E.N., qui est organisée en tendances, est dominée par la tendance U.I.D. (Unité Indépendance et Démocratie) proche du P.S., le courant U.A.(Unité et Action) proche du P.C.F. vient en second.

Cela correspond au vote enseignant aux législatives de 1978 : 70 % votent à gauche (46 % pour le P.S. 15 % pour le P.C.F.), 18 % à droite, 9 % à l'extrême gauche, 12 % pour les écologistes (sondage sofres du Monde de l'éducation).

Michel David

LA POLITIQUE DE LA F.E.N. : L'ECOLE DU CONSENSUS

Les dirigeants de la F.E.N. s'illustrent par une politique de soutien au consensus voulu par Giscard.

— Le 3 juillet 1979, la F.E.N. a signé avec F.O. et la C.F.T.C. un *accord sur les salaires de la fonction publique* refusé par la C.F.D.T., la C.G.T. et la C.G.C. Cet accord accepte une progression des salaires inférieure à la hausse du coût de la vie.

— *La lutte contre l'auxilariat* : le 3 septembre 1979, Beullac adresse une lettre à Henry (secrétaire de la F.E.N.) deux jours avant la C.A. de rentrée. Il y promet le réemploi de tous les M.A. (maîtres auxiliaires) à la fin d'octobre. La F.E.N. se contentera de ces promesses.



André Henry.

Aujourd'hui 3 000 M.A. sont toujours sans emploi, tandis que d'autres n'ont obtenu que des suppléances et des demi-postes.

— Pour la mise en place des stages en entreprise pour les L.E.P., la F.E.N. s'est illustrée par ses positions de « réalisme ».

Ce projet effectif depuis le 16 juillet, sous un masque aguichant (*« meilleure liaison avec la vie », « une qualification minimum pour tous »*, etc.) a pour but final de mieux adapter la formation aux besoins du grand patronat.

La F.E.N. apprécie ce projet comme *« une avancée positive »* souligne les *« convergences »* entre ses positions et ce projet.

Pour elle *« le texte Beullac marque à nos yeux un coup d'arrêt »* à la politique de *« liquidation du service public »* menée par Haby (sic !).

Le ministre Beullac se félicitera bruyamment d'avoir obtenu : *« Un consensus entre la F.E.N. et le C.N.P.F., en ce qui concerne la formation professionnelle en entreprises pour les élèves. »*

Voilà l'évolution logique d'un syndicalisme qui privilégie la négociation sans lutte, qui se refuse à organiser une riposte d'ensemble, laissant chaque catégorie de personnel se débrouiller avec ses revendications particulières.

LE CONGRES A ENREGISTRE LE STATU-QUO... DANS LA DIVISION.

Le vote du rapport d'activité a montré une certaine stabilité des rapports :

U.I.D. 58,34 % (+ 1,81 %)
U.A. 31,83 % (— 1,82 %)

Ecole Emancipée, Front Unique Ouvrier (tendances animées par les trotskystes), Ecole et Autogestion (proche de la C.F.D.T.) environ 10 %.

C'est en fait sur les questions internationales que la bataille a fait rage. A. Henry a pris très fortement position contre l'agression soviétique en Afghanistan. Par ailleurs, la charge contre l'U.R.S.S. et le P.C.F. a permis à la direction de mettre les militants U.A. dans une situation difficile et a évité de répondre aux critiques formulées par ce courant.

Les délégués se sont quittés dans une atmosphère de désunion : la création en Seine-Maritime en 1979 d'un syndicat de professeurs qui réclame son affiliation à la C.G.T. a fait planer l'éventualité d'une scission au profit de la C.G.T.

ET LES LUTTES ?

La majorité reconduite appliquera la même politique *« réaliste »*, qui rendra difficiles les luttes contre la politique gouvernementale.

Face à cette orientation, le courant U et A représente-t-il une alternative ?

De nombreuses critiques faites par ce courant sont justifiées. Mais il faut reconnaître qu'à la voie de la négociation à tout prix, U.A. oppose celle du harcèlement. Cette tactique permet d'obtenir des victoires partielles mais ne parvient pas à mettre en difficulté les plans du pouvoir.

Cette faiblesse ne tient pas seulement aux difficultés de la lutte :

— elle tient aux limites du courant U.A. : la priorité accordée à la défense des catégories les moins touchées par la crise et l'absence dans la défense concrète des auxiliaires ;

— elle tient aussi au fait que U.A. lie souvent son action aux tactiques du P.C.F., tactiques où les objectifs syndicaux apparaissent lointains.

« L'ECOLE LIBERATRICE »

Quant à l'analyse de l'école, A. Henry a rappelé son attachement aux « valeurs républicaines », « à l'idéal de laïcité » à « l'école de progrès social », c'est-à-dire à l'idéologie élaborée par la bourgeoisie en 1880.

Jules Ferry en fondant l'école *« laïque, obligatoire et gratuite »* (!?) visait au renforcement de la démocratie bourgeoise.

— En intégrant la classe ouvrière, 10 ans après la Commune, en diffusant parmi les ouvriers les valeurs bourgeoises. L'école bourgeoise ce sera les leçons de morale, l'esprit revanchard, le mythe de la promotion sociale par les diplômes.

— En conquérant les masses paysannes : curés et notables étaient des vestiges de l'ancien régime. Il fallait leur arracher l'école des mains pour en faire une arme de la République ; l'instituteur « hussard de la République » apparaît dans les villages.

Cette idéologie laïque, les *« instits »* y ont cru.

Mais plus aujourd'hui : les belles idées ont subi l'épreuve de la réalité : égalité, promotion, amour de la patrie, on a vu ce que cachaient les mots.

Aujourd'hui ces valeurs ne réalisent plus le consensus, les élèves se désintéressent de l'école qui conduit au chômage et ils le montrent (souvent en s'attaquant aux profs), les parents ne croient pas à une école qui coûte cher et ne mène à rien.

Quant aux enseignants, coincés entre le pouvoir et les élèves, ils connaissent le désarroi, un sentiment général d'échec sans parler des conditions de travail.

Dans une telle situation l'attachement à la vieille foi laïque conduit à l'impasse, à l'impuissance à tracer des perspectives.

Une telle situation bloquée ne peut durer, ils seront toujours plus nombreux ceux qui s'engagent dans la voie de la lutte, de la critique de l'école capitaliste, du rejet des vieux mythes de *« l'école libératrice »*, de l'unité entre les enseignants, les parents et les élèves, et de la liaison avec le mouvement ouvrier.



Les maîtres auxiliaires à la manifestation du 23 mars.

D'où vient la FEN

L'origine explique bien des choses : la F.E.N. est née d'une défaite du mouvement ouvrier : la scission syndicale en 1948.

A l'origine du mouvement syndical enseignant on trouve deux courants.

— Le courant amicaliste : les amicales dès 1848 se consacrent à la défense corporatiste du personnel et à la diffusion de l'esprit laïc et républicain. Aussi quand la bourgeoisie républicaine crée l'école laïque (lois J. Ferry de 1882), comme elle a besoin de soutien dans son anticléricalisme, elle encourage les instituteurs à se regrouper dans un syndicat (1887), sous sa coupe.

— Les années 1900 voient naître un courant vraiment syndicaliste : en 1905 naît la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs qui adhère en 1909 à la C.G.T.

Après la guerre, le courant amicaliste, devenu syndicat national, majoritaire, entre dans la C.G.T. de Jouhaux tandis que la Fédération se rallie à la C.G.T.U. 1935 verra l'unité du syndicalisme enseignant dans la C.G.T., syndicalisme toujours dominé par le réformisme et le corporatisme.

En décembre 1947, avec l'appui de la C.I.A. une scission frappe la C.G.T., qui donne naissance à la C.G.T.-F.O.

La Fédération de l'enseignement est traversée par la crise qui fait resurgir les vieux clivages.

Aux élections au Bureau national du S.N.I., la liste favorable à F.O. obtient 12 sièges contre 5 aux partisans de la C.G.T.

L'idée autonome est alors lancée. La majorité pro-F.O. s'y rallie. La décision est prise de maintenir l'unité du syndicat pour l'autonomie par rapport à F.O. et à la C.G.T.

Cette décision résultait pour les états-majors d'une analyse lucide : la scission aurait entraîné une chute des effectifs de l'ordre de 50 %. Or la ligne de *« participation »* aux différentes structures de l'appareil scolaire suppose une représentativité incontestée.

Le refus de rejoindre F.O. constituera un semi-échec pour les scissionnistes ; mais il renforcera aussi la coupure avec le mouvement ouvrier, le corporatisme enseignant.

Voici l'héritage : foi laïque, anti-communisme, corporatisme. Il pèse très lourd dans la pratique de la F.E.N.



DOSSIER

réalisée par Catherine Lemaire, Serge Forest et Pierre Burnand

Halte à la montée de la guerre !

Depuis plusieurs années, notre Parti dénonce les préparatifs de guerre auxquels se livrent l'U.R.S.S. et les U.S.A. Cela pouvait sembler étonnant à de nombreuses personnes. Soviétiques et américains ne discutaient-ils pas entre eux ? N'y avait-il pas des négociations ? Ne parlait-on pas de détente ? Ne disait-on pas que l'existence de l'arme nucléaire rendait la guerre impossible ?

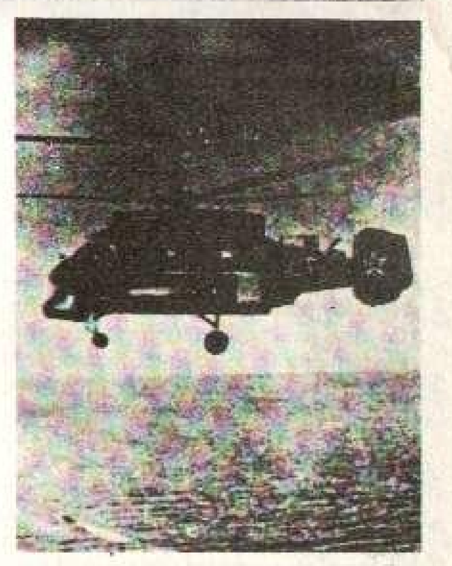
Tout en ayant combattu vigoureusement les agressions américaines dans le monde, surtout en Indochine, notre Parti a dénoncé la transformation de l'U.R.S.S. en un nouvel impérialisme qui préparait des agressions et était devenu la principale menace de guerre mondiale. Là encore beaucoup pouvaient douter de ce que nous disions. L'U.R.S.S. n'était-elle pas un pays socialiste ? N'avait-elle pas autrefois combattu et vaincu le nazisme ? Les U.S.A. ne continuaient-ils pas à être beaucoup plus puissants et donc dangereux ?

Aujourd'hui, bien des choses ont changé. Les faits ont montré la réalité de ce que nous disions alors. Aujourd'hui, dans l'opinion, la question n'est plus tellement de savoir s'il y a menace de guerre pour l'avenir ou non mais plutôt de savoir où se trouve la cause de la guerre et comment y faire face.

C'est ce que nous voulons examiner dans ce dossier.



L'impérialisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage



Dans nombre d'événements qui se passent dans les pays du Tiers-monde, on trouve la main des U.S.A. et de l'U.R.S.S. Aujourd'hui, nous avons affaire à deux superpuissances rivalisant pour la domination du monde. Lénine indique : *« Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête des territoires »*. Mais quels sont les fondements économiques de cette tendance à l'hégémonisme au stade de l'impérialisme, quel est le rôle des colonies et semi-colonies et sont-elles devenues une condition essentielle pour que l'impérialisme puisse exister ? De ces conditions, découle directement celle de la guerre et de sa signification.

Catherine Lemaire

Le capitalisme n'est devenu l'impérialisme qu'à un degré défini, très élevé de son développement.

La principale base économique de l'impérialisme : le monopole

Sous l'effet de la libre concurrence, au stade pré-monopoliste (19e siècle), des entreprises plus grandes par leur taille et leur capacité à faire de plus gros profits l'ont emporté sur de plus petites, éliminées peu à peu ou réduites à un rôle subalterne et ont concentré ainsi entre leurs mains la production et l'écoulement d'une partie considérable de la production. Cette concentration du capital et de la production a conduit au monopole, grande firme dominant telle ou telle branche de la production. Mais en même temps que se développe la monopolisation de la production, le capital industriel et bancaire en s'infiltrant l'un l'autre, en s'achetant l'un l'autre des actions, s'intègrent réciproquement, fusionnent pour devenir des trusts financiers. Comme l'indique Lénine : « Concentration de la production avec, comme conséquences les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie ; voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion ». **Ainsi, au stade de l'impérialisme, la concentration de la production et du capital atteint son plus haut degré. De ce fait, le développement de la production nécessite d'immenses investissements capitaux. C'est pourquoi, dans leur course au profit maximum, les monopoles de chaque pays cherchent à dominer et s'annexer les colonies ou semi-colonies, non seulement en tant que débouchés de leurs produits, le plus souvent d'ailleurs à prix fort, mais aussi en tant que lieux d'exportation du capital, privilégiés par les profits qu'ils en retirent (salaires bas, utilisation directe des ressources locales, pénétration des marchés locaux). L'exportation du capital revêt ici une importance particulière.**

Exportation du capital, pillage et exploitation du Tiers-monde

Elle est une condition essentielle d'existence du monopole, qui, pour vivre et continuer à grandir, a besoin d'espace pour l'investissement de ses capitaux. Cet espace de réalisation de ses profits énormes en les investissant, c'est sa condition vitale ; et il ne peut y satisfaire qu'en étendant ses tentacules en dehors du territoire national, qu'en dominant et annexant les territoires étrangers. Il s'agit aussi pour lui de s'emparer des principales sources de matières premières. De plus « de nos jours, la technique se développe avec une rapidité incroyable et des territoires aujourd'hui inutilisables peuvent être rendus utilisables demain par de nouveaux procédés... D'où, la tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique et même son territoire d'une façon générale » **(Lénine).**

Donc, l'existence même des monopoles est fondée sur l'annexion, le pillage et l'exploitation éhontée des colonies et semi-colonies. De ce fait, la domination des trusts, loin d'éliminer la concurrence, confère à celle-ci un caractère plus féroce.

Exacerbation des contradictions pour l'accaparement des zones d'influence

En effet l'essence même du monopole, c'est de tendre à l'hégémonisme, et la capital monopoliste de chaque pays se livre donc une concurrence d'autant plus violente pour arracher à son adversaire toute possibilité de concurrence, pour s'accaparer des sources de matières premières et s'emparer des zones d'influence. Il s'agit d'affaiblir par tous les moyens l'adversaire et de saper ses tentatives d'hégémonisme pour dominer le monde. Ainsi que le dit Lénine : « Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ».

Cette lutte acharnée a amené les plus grands trusts de chaque pays, pour diminuer les pertes qu'elle leur a causées, à rechercher des compromis provisoires, à former des ententes internationales de monopoles et se partager le monde sur le plan économique en fonction de leurs capitaux et de leur force. On peut dire qu'au début du 20e siècle, le partage du globe était achevé ; d'un côté, une minorité de pays impérialistes avec, en tête, l'empire anglais, première grande puissance mondiale alors, pillant et exploitant les colonies et semi-colonies ; de l'autre, les colonies et semi-colonies, bases d'existence de l'impérialisme. Mais, précisément, l'achèvement du partage du monde a mis à l'ordre du jour la lutte pour un nouveau partage du monde.

USA-URSS: Deux armées dans la balance

Les U.S.A. première puissance économique du monde sont-ils toujours aujourd'hui la première puissance militaire ? Comment se situe, aujourd'hui, le rapport de force militaire entre les deux superpuissances, l'Amérique et l'Union soviétique ? Dans quel sens évolue actuellement ce rapport de force ?

Autant de questions importantes auxquelles nous allons tenter de répondre dans cet article.

La rivalité militaire est en effet un des points clés de la rivalité plus générale qui oppose aujourd'hui les deux géants de l'impérialisme pour la domination mondiale. C'est même certainement le plus important. Car c'est lui qui, en dernier ressort, pourra faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre.

Le jour où un net déséquilibre militaire apparaitra, nul doute que celui qui en sera bénéficiaire n'hésitera pas à l'employer pour parvenir à ses fins. Dût-il plonger le monde dans un conflit généralisé.

Serge Forest

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, les accords de Yalta ont partagé le monde en deux sphères d'influence, en deux blocs. Principale puissance militaire à la fin de la guerre, la seule à posséder la bombe atomique, l'impérialisme américain s'est taillé la part du lion. Sa domination s'étend alors sur les trois-quarts de la planète.

Dès 1949, cependant, de nombreux faits vont bouleverser cet équilibre. En août tout d'abord, l'U.R.S.S. fait exploser sa première bombe A. La suprématie militaire absolue des Américains est remise en cause. En novembre est proclamée la République Populaire de Chine. Malgré le soutien des Américains Tchang Kaï Tchek a été balayé. C'est aussi quelques mois plus tard le début de la guerre de Corée et un nouvel échec pour les troupes américaines.

Ceux-ci réagissent très vivement avec la signature de toute une série d'accords militaires. En avril 1949 déjà a été créé l'O.T.A.N. L'O.T.A.S.E., son équivalent asiatique, le sera en 1954, et le C.E.N.T.O. en Asie Mineure en 1955. A l'inverse, Moscou crée en 1955 le Pacte de Varsovie.

Avec le début des années 50, commence ce qu'on appellera la « guerre froide ». Une période d'une dizaine d'années marquée par une intense rivalité entre l'Est et l'Ouest. Celle-ci ne se terminera qu'en 1962 avec « l'affaire de Cuba » et le coup de poker manqué de Kroutchev. Devant l'ultimatum de Kennedy et la menace d'une guerre, celui-ci accepte de démanteler les rampes de fusées qu'il a installées à Cuba. C'est une reconnaissance implicite de la supériorité militaire américaine.

LA TACTIQUE DE LA DETENTE

A partir de ce moment, l'U.R.S.S., dont la dégénérescence capitaliste apparaît chaque jour plus flagrante, va prôner la « coexistence pacifique » puis, avec Brejnev, la « détente » entre l'Est et l'Ouest. Dans le même temps elle va entreprendre un effort sans précédent, faisant passer de 6 % à 14 % la part de son produit national brut (P.N.B.) consacré à l'armée.

Les U.S.A., durant cette période, sont engagés dans deux guerres coloniales en Asie du Sud-Est, au Vietnam et au Cambodge. Ils en sortiront très diminués sur le plan militaire. En 1973, Nixon a déjà dû arrêter la conscription des jeunes Américains, le service militaire.

Après le Vietnam, du fait de la crise économique qui s'annonce et du contre-coup de la guerre, les dépenses militaires américaines vont être notablement réduites, passant de 100 milliards de dollards en 1969 à 71 milliards en 1976.

C'est la période que Moscou choisit, après la restauration complète du capitalisme en U.R.S.S. et l'arrivée au pouvoir de la clique Brejnev, pour montrer un nouvel aspect de sa politique : celui d'un nouvel impérialisme conquérant et sûr de soi.

La rivalité des années cinquante qui opposait l'impérialisme représenté par les U.S.A. au socialisme représenté par l'U.R.S.S. fait place à une nouvelle rivalité : celle de deux impérialismes aux pouvoirs énormes dont l'un revendique la succession à l'autre à la tête du monde. C'est l'Angola, l'Ethiopie et jusqu'à l'Afghanistan aujourd'hui.

LA PREMIERE ARMEE TERRESTRE DU MONDE

Au service de cette ambition une armée conventionnelle énorme, de loin la première du monde en hommes et en équipement.

Alors qu'en 1968, Russes et Américains entretenaient sensiblement le même nombre de soldats (3 500 000), dix ans après le rapport est passé de 1 à 2. Les Américains n'ont plus que 2 100 000 soldats, 4 millions pour les Soviétiques.

Au niveau des chars de combat, le rapport déjà favorable aux Soviétiques en 1960 est passé de 1 à 5 aujourd'hui. Et cela avec des possibilités d'action nettement plus efficaces pour les Soviétiques. C'est ainsi que sont mis sur pied des bataillons entiers aéroportés pouvant être parachutés, chars compris, sur n'importe quel théâtre d'opération. On en a vu l'efficacité pendant la guerre entre l'Ethiopie et la Somalie à laquelle ils prirent part du côté éthiopien.

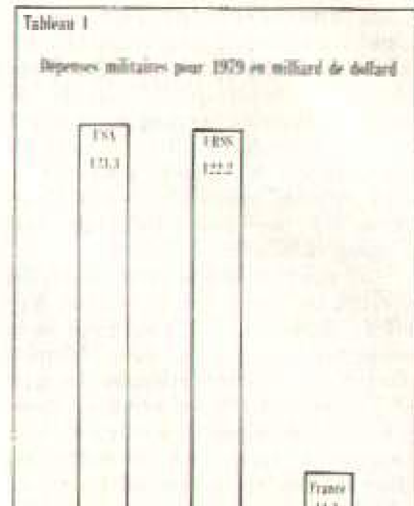
Personne n'oserait aujourd'hui contester à l'armée conventionnelle soviétique son titre de « meilleure armée du monde ».

LA MARINE

Le développement de la marine lui été aussi très significatif ces dix dernières années. Outre un renouvellement et une modernisation quasi complète de ses 240 unités de combat, elle a subi une transformation profonde dans sa nature même : avec la mise en service depuis 1975 de porte-avions comme le Kiev, elle a perdu son rôle traditionnel de défense des côtes au profit d'un nouveau rôle de marine offensive semblable à celui de la marine américaine. C'est dès 1967 que fut établie cette nouvelle doctrine par l'amiral Gorchov qui parlait « *d'une marine devenue dans toute l'acceptation du terme une force armée offensive à longue portée... Capable d'exercer une influence décisive au cours d'un conflit armé sur des théâtres d'opérations militaires étendues* » et qu'il lui fixait comme objectif, parlant des pays occidentaux, de « *couper les lignes de communications océaniques et les artères de leur potentiel militaire et économique* ».

On ne saurait être plus clair... Aujourd'hui la flotte soviétique est principalement déployée dans l'Atlantique Nord et dans l'Océan Indien. La flotte américaine est aussi déployée dans l'Océan Indien et dans l'Océan Pacifique, ainsi qu'en Méditerranée.

Les éléments manquent cependant pour parler de la supériorité d'une marine, soviétique ou américaine, sur l'autre, même si l'on sait que les sous-marins soviétiques sont les plus modernes.



LA FORCE NUCLEAIRE

En 1972, à l'initiative de Moscou sont signés les accords de limitation des armes nucléaires Salt 1. Les Soviétiques ne maîtrisent pas encore bien la nouvelle technique des missiles à têtes multiples. Les Américains en ont déjà, eux, équipé leur « *Minuteman* » et leur « *Poséidon* ». Chacun d'eux peut emporter plusieurs bombes atomiques ayant chacune une cible différente.

Forts de cet argument, les Soviétiques demandent et obtiennent un droit à une supériorité de 40 % du nombre de leurs missiles par rapport aux Américains.

APRES SALT 1

Sur le plan de la rivalité nucléaire cet accord SALT 1 va marquer un tournant décisif : s'il limite le nombre des missiles, il est très vague quant à leur définition.

Alors que les U.S.A. confiants dans leur avance technologique et confrontés à toutes sortes de problèmes, tant à l'intérieur que du fait de leurs déboires en Asie du Sud-Est, vont limiter le développement de nouvelles armes, les Soviétiques eux, mettent à profit la période 1972-1976 pour développer tout un système de missiles géants, dépassant très nettement par la taille et la capacité nucléaire les fusées américaines. C'est ainsi que voir le jour les « *SS 17* » en 1974, qui peuvent déjà alors emporter quatre têtes nucléaires, puis, en 1975, les « *SS 18* » et « *SS 19* ». Constamment amélioré, le « *SS 19* », énorme



Evolution des dépenses militaires de l'URSS et des USA depuis les accords SALT I

En sept ans d'accords Salt I, les dépenses militaires soviétiques ont augmenté de 73 % et les dépenses américaines de 44 %. Pas plus que les précédents, les nouveaux accords Salt ne limiteront la course aux armements entre les deux superpuissances.

Tendance à l'hégémonisme, source de guerre mondiale

D'une part, le capital monopoliste des plus grandes puissances, pour réaliser des superprofits, cherche toujours à s'emparer de davantage de colonies et zones d'influence. Cela, avec d'autant plus d'acuité que les crises capitalistes s'aggravent : l'économie des puissances impérialistes, toute tournée vers un développement monstrueux de l'industrie d'armement pour leurs guerre d'agression, approfondit encore les crises et la lutte pour les marchés mondiaux s'aiguise. Ainsi, « il s'établit entre les trusts certains rapports basés sur le partage économique du monde, et, conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les Etats, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la lutte pour les territoires économique » **(Lénine).**

Il s'ensuit que les grandes puissances impérialistes ont tendance à annexer non seulement les régions agraires mais les régions industrielles puisqu'elles rivalisent pour l'hégémonie du monde.

D'autre part, il ne peut y avoir en régime capitaliste, caractérisé par l'anarchie de la production et la course au profit maximum, de développement uniforme des firmes et pays ; mais, au contraire, il y a disproportion grandissante dans le rythme de développement des pays capitalistes. De grandes puissances impérialistes se développent avec plus de lenteur en raison de leur situation concrète, de l'évolution des contradictions internes du système et sous les coups de la juste lutte des peuples colonisés, tandis que d'autres impérialismes prennent le dessus, les rattrappent et les dépassent.

Ainsi la puissance du capital monopoliste de chaque pays varie. Il en résulte des changements dans le rapport des forces et, inévitablement, l'accentuation de la lutte pour un nouveau partage des marchés, l'aggravation des contradictions entre les plus grandes puissances impérialistes ; de nouveaux rapaces apparaissent et veulent modifier la répartition du monde à leur profit. Or, comment le modifier, sinon par la force ?

Aujourd'hui, l'U.R.S.S., jeune loup venu sur le marché mondial, ambitionne un nouveau partage du monde et veut saper à tout prix les bases hégémoniques de l'autre superpuissance, les U.S.A. C'est pourquoi U.S.A. et U.R.S.S. rivalisent pour l'hégémonie mondiale et que l'U.R.S.S., tout dernier rapace arrivé sur l'arène mondiale, est la plus agressive.

Cette lutte pour un nouveau partage du monde déjà entièrement partagé entraine inéluctablement des guerres impérialistes à l'échelle mondiale et dégénère en lutte pour la domination du monde, source d'un troisième conflit mondial. Elle s'inscrit dans les conditions objectives qui fondent l'existence même de l'impérialisme, l'hégémonisme.

Catherine Lemaire

fusée intercontinentale peut aujourd'hui transporter à plus de 10 000 km 14 têtes nucléaires de 2 mégatonnes chacune. Cependant le nombre de têtes nucléaires effectives reste limité par les accords SALT 1. A titre de comparaison le missile américain le plus puissant aujourd'hui, le *« Minuteman » »* ne peut emporter que 3 ogives nucléaires.

Un autre domaine dans lequel les soviétiques vont faire porter leur effort, après SALT 1, c'est celui de la protection des silos dans lesquels leurs missiles sont stationnés. De part et d'autre en effet, les moyens modernes de détection permettent une localisation assez sûre de toutes les bases de missiles ennemies. En cas de conflit la protection de ces installations est donc vitale.

Or, dans ce domaine les Soviétiques ont, aujourd'hui, très largement surpassé les Américains. Leurs silos sont capables de supporter des attaques nucléaires 10 fois plus puissantes que les silos U.S.

C'est donc un risque réel pour les Américains de voir une grosse partie de leur potentiel stratégique détruit avant même d'avoir pu servir.

AVANTAGE SOVIETIQUE EN 1982

Aujourd'hui donc, la situation au niveau nucléaire se présente ainsi :

Les U.S.A. disposent encore d'une nette supériorité dans le domaine du nombre des têtes nucléaires. Mais ils sont nettement distancés en ce qui concerne les missiles et la défense de leurs installations.

Les nouveaux programmes nucléaires lancés par Carter en 1979 à la suite de la crise iranienne et qui devraient peut-être permettre aux Américains de rétablir cet équilibre, les programmes « M X » et « TRIDENT 2 » ainsi que les programmes de défense des installations, ne seront pas opérationnels avant 1985 dans le meilleur des cas.

Pour les Soviétiques, il ne s'agit plus que d'équiper de têtes nucléaires des missiles déjà existants. Selon les experts cela pourrait être chose faite avant 1982. Ce qui leur conférerait au moins pour trois années un avantage certain dans le domaine nucléaire.

En conclusion de cette étude des deux plus fantastiques machines de guerre qui n'aient jamais existé, on peut dire que, pour l'instant, un équilibre fragile existe encore dû à la légère supériorité nucléaire des U.S.A.

Celle-ci sera cependant compensée par les Soviétiques dans les deux années à venir. Et alors jouera pleinement l'énorme avantage que détiennent les Soviétiques en moyens conventionnels et en hommes.

La subite agitation de Carter en est un signe : les U.S.A. se rendent bien compte qu'ils ont pris dans le domaine militaire un retard qu'il pourront difficilement compenser d'ici à 1985 (sauf découverte d'armes nouvelles mais c'est peu probable).

On peut donc déjà prédire que les années de 1982 à 1985 seront des années « chaudes » si les peuples ne peuvent s'unir à temps pour empêcher l'effroyable catastrophe que nous préparent les deux superpuissances.

Serge Forest

Quand l'histoire s'accélère

L'étude des principaux conflits et des principaux bouleversements qui ont agité le monde ces cinq dernières années illustre bien les grands phénomènes actuels.

Pas une fois en cinq ans les U.S.A. ont été capable détendre, ou même de maintenir militairement leurs sphères d'influence.

C'est tout d'abord début 1975 la perte de l'Ethiopie après le renversement du Négus et la perte de leur principale base sur la Mer Rouge, Massawa.

Puis c'est l'échec lamentable de l'aventure coloniale en Aise du Sud Est. Le Cambodge puis le Vietnam font subir aux Américains un échec qui marquera un tournant décisif pour le *« gendarme du monde »*. Le choc causé par ces défaites ajouté aux difficultés politiques internes (affaire du Watergate) vont plonger l'impérialimse U.S.S dans une sorte de léthargie au niveau mondial dont il ne semble sortir qu'aujourd'hui. L'O.T.A.S.E. qui garantissait sa domination militaire en Asie du Sud-Est se dissout en 1976. La doctrine Sonnenfeld, de non-intervention en Europe en cas de menace, est mise à l'honneur. Et surtout l'Union soviétique réussit une série de poussées militaires dans le Tiers-monde sans susciter la moindre réaction.

Il faudra la chute du Shah et la perte des bases stratégiques de première importance d'Iran, l'incroyable humiliation de l'ambassade de Téhéran et surtout l'intervention à Kaboul. Pour que l'impérialisme U.S. semble se réveiller au terme de cinq années d'illusion de détente, avec le boycott des Jeux olympiques et tout un plan de renforcement militaire qui ne devrait cependant pas avoir de résultats concrets avec 1984-1985.

Moscou : cinq années bien remplies

Pendant ces mêmes cinq années, du côté soviétique on n'a pas chômé. D'*« aides fraternelles »* en putchs militaires l'U.R.S.S. est intervenue directement ou a installé sa domination sur sept nouveaux pays pour ne compter que les tentatives réussies. Avec l'aide des Cubains en Angola où plusieurs milliers de soldats soviétiques participent directement à la guerre entre les maquis et mènent au pouvoir celui qui leur est le plus dévoué.

En Ethiopie, c'est la technique du putch et de la purge contre tous les opposants qui prévaut. Un gouvernement nationaliste siégeait depuis le renversement du Négus. Jouant l'armée contre les civils, en novembre 1977, Moscou pousse Mengistu à éliminer le président Téféré-Benté et à proclamer une « République socialiste » qui fait aussitôt appel à l'aide du grand frère soviétique. Des centaines de milliers d'opposants nationalistes ou révolutionnaires sont massacrés.

C'est exactement le même scénario qui se déroulera cinq mois plus tard, en avril 1978 en Afghanistan avec l'élimination de Daoud par l'armée et la mise en place du pro-soviétique Taraki. Egalement le même scénario au Sud-Yemen en juillet de la même année, avec l'assassinat du président Robai et son remplacement par Fattah Ismail.

Il est à noter que dans aucun de ces trois cas le peuple concerné n'a eu son mot à dire. C'est l'armée associée à une partie de la bourgeoisie qui détient le pouvoir.

En Asie du Sud-Est le scénario est légèrement différent : au Vietnam et au Laos existe un parti. C'est dans ce parti que Moscou va agir par l'intermédiaire de ses fidèles pour éliminer toute opposition à sa main-mise. Ainsi durant la période de 1976 à 1978, alors que des hommes comme Le Duan ou Fam Van Dong concentraient entre leurs mains tout le pouvoir, plusieurs hauts dirigeants, tel Hoang Van Hoan, qui était vice-président de l'assemblée nationale du Vietnam et membre du Bureau politique du Parti depuis vingt ans, sont mystérieusement arrêtés ou destitués. Moscou assure ainsi une emprise qui se concrêtisera par la signature d'un accord soviéto-vietnamien en novembre 1978 et par l'entrée du Vietnam dans le COMECON.

Au Laos un processus similaire se déroule, aidé par la présence d'un corps expéditionnaire de 50 000 Vietnamiens dans le pays.

Au Cambodge cependant c'est l'échec et le Parti communiste kampuchéen reste sourd aux appels de Moscou. Peu importe on emploie les grands moyens, il suffit d'encourager le Vietnam dans son vieux projet de Fédération indochinoise. On crée à Hanoï un gouvernement cambodgien fantôche qui fait appel à l'aide vietnamienne. On connaît la suite...

On pourrait citer aussi les échecs de Moscou : en Egypte et en Somalie d'abord où les Soviétiques ont dû plier bagages en 1976 et en 1977. Au Zaïre ensuite, où malgré deux tentatives par mercenaires katangais interposés, le régime n'a pas basculé.

UNE RIVALITE ACCRUE

En guise de conclusion on ne peut que noter que les Américains, qui depuis cinq ans pratiquaient une politique de laisser faire et de replis sur eux-mêmes, semblent aujourd'hui de nouveau décidés à s'engager à fond dans la rivalité et la confrontation avec les Soviétiques pour la domination du monde.

Serge Forest

Kaboul sous la botte soviètique



Les événements et les conflits qui se déroulent dans le Tiers-Monde et derrière lesquels on retrouve presque toujours la patte d'une des deux superpuissances nous semblent parfois lointains, à nous autres, Européens.

Enjeu Europe

Au fond , le Cambodge, l'Afghanistan, ça peut paraître loin. Et quand ces événements ne nous touchent pas directement, comme le Moyen-Orient et ses répercussions pétrolières, nombreux sont les travailleurs qui ne voient pas bien l'intérêt d'un tel bruit pour des événements qui se passent à des milliers de kilomètres de nous.

Pourtant nous sommes directement concernés, car, en fin de compte la lutte que se livrent actuellement dans le Tiers-Monde par personne interposée les deux super-puissances, il faut savoir que c'est l'Europe qui en est l'enjeu suprême, le seul qui vaille pour eux d'en venir un jour à une confrontation directe.

Avant même d'expliquer pourquoi, une constatation s'impose : c'est en Europe même et à ses abords immédiats que sont stationnées les plus grandes concentrations de forces militaires au monde : on considère que sur le territoire européen uniquement, plus de trois millions de soldats en armes se font actuellement face et que ce chiffre est en constante progression. Les trois quart des avions et des chars de combat soviétiques sont concentrés à moins de 1 500 kilomètres de la frontière allemande.

C'est en Europe que sont déployés, également, les plus récents parmi les missiles nucléaires : les SS 0 soviétiques, depuis une année environ, déployées en Allemagne de l'Est et capables d'anéantir n'importe quel objectif en Europe occidentale.

Les *« Pershings 2 »*, la réplique américaine qui se déploient depuis quelques semaines en Allemagne de l'Ouest.

Tout ce déploiement de force dans cette région de la part des Soviétiques et des Américains n'est pas fortuit. C'est que pour un pays qui possède des ambitions planétaires et une armée à la mesure de ses ambitions, l'Europe est à la fois un gâteau bien tentant et sa domination un atout indispensable.



L'EUROPE EN CHIFFRE

L'Europe c'est principalement quinze pays. Une population de 340 millions d'habitants contre 256 pour l'U.R.S.S. et 215 millions pour les U.S.A. Une population aussi très formée technologiquement.

L'Europe c'est la première puissance industrielle du monde : la production d'acier est de 158 millions de tonnes par an (U.R.S.S. 146, U.S.A. 115 millions de tonnes). La production d'électricité de 1450 milliards de Kilowatts (U.R.S.S. 1149, U.S.A. 2211 milliards de kilowatts).

L'Europe c'est un produit national cumulé de 9 508 milliards de francs (9 230 pour les U.S.A., 3 710 pour l'U.R.S.S.). C'est aussi la première puissance commerciale du monde, la première flotte de commerce, une agriculture très puissante, une des toutes premières industries d'armement.

On imagine facilement la puissance supplémentaire que cela conférerait à un pays qui parviendrait à dominer l'Europe.

De plus l'Europe dans son ensemble possède face aux superpuissances deux faiblesses qui la rendent d'autant plus tentante qu'elle est très vulnérable :

– Elle ne dispose que de très peu d'énergie et de matières premières. Elle doit presque toutes les importer d'Afrique et du Moyen-Orient par la voie maritime. Bloquer cette voie, c'est étrangler les chemins de ravitaillement de l'Europe.

– Elle est faiblement armée. Bien sûr des pays comme la France ou la R.F.A. possèdent, à leur échelle, une armée assez solide. Mais que représentent ces armées face à celles des deux superpuissances ?

Il n'existe à ce jour aucun système commun de défense dans le cadre européen. L'O.T.A.N. qui couvre la quasi totalité de l'Europe reste encore largement dominé par les Américains.

Cette richesse énorme de l'Europe alliée à ces deux faiblesses explique que l'on puisse dire qu'elle est l'enjeu fondamental de la lutte que se mènent, au niveau mondial, l'U.R.S.S. et les U.S.A. Car celui qui la contrôlerait pourrait ensuite contrôler tout le reste du monde. Elle est le seul enjeu qui justifie à lui seul, pour Moscou et Washington, le déclenchement d'une guerre mondiale.

Cela explique également les grandes manœuvres qui se déroulent depuis des années autour des principales voies d'approvisionnement des matières premières, du pétrole notamment.

L'Ethiopie, le Yemen, l'Afghanistan, l'Iran autant de pays situés dans une zone stratégique commandant l'accès à la Mer Rouge ou au golfe Persique, les deux grandes sources d'approvisionnement pétrolier.

L'Océan Indien, celui-là même où passent les supers tankers qui ravitaillent l'Europe, est devenu aujourd'hui l'endroit où se trouve la plus grande concentration de marines de guerre du monde. Ce n'est pas par hasard.

Voilà pourquoi, nous Européens nous sommes les premiers intéressés par ce qui se passe aujourd'hui en Afgnanistan ou en Ethiopie. Ce sont les premiers bruits de bottes...

Serge Forest

Défendre la PAIX aujourd'hui

La rivalité entre les deux superpuissances débouchera inévitablement sur la troisième guerre mondiale. Les actuels développements de la situation dans le monde, les agressions russes, les déploiements militaires de l'U.R.S.S. et des U.S.A., l'accumulation d'un arsenal d'une importance jamais vue jusque là dans l'histoire, sont les prémisses de ce conflit dont l'Europe constituera l'enjeu. La partie engagée entre l'U.R.S.S. et les U.S.A., l'une cherchant à maintenir ses positions dans le monde, l'autre prétendant à l'hégémonie mondiale, ne pourra se résoudre que par leur affrontement militaire. Seule une révolution survenant dans ces deux superpuissances pourrait écarter la menace de conflit. Hypothèse invraisemblable avant longtemps. La perspective d'un conflit mondial se profile de plus en plus nettement à l'horizon des prochaines années.

Pierre Burnand

Est-ce à dire que rien ne peut être fait, qu'on ne peut qu'attendre la venue du cataclysme ?

Non, on peut et on doit agir pour contrer les actes des fauteurs de guerre, pour les contraindre à des reculs, pour retarder le déclenchement d'un tel conflit. Le retarder pour que les force révolutionnaires, les forces favorables à l'indépendance des peuples soient les plus puissantes possible à ce moment-là pour y faire face, afin que cette guerre se solde par la défaite des agresseurs, des fauteurs de guerre. La défense de la paix est à l'ordre du jour. Notre action en ce sens s'inscrit dans le cadre d'une lutte fondamentale contre l'impérialisme, pour la destruction de ce système qui porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. Notre lutte pour la défense de la paix, contre la montée de la troisième guerre mondiale, repose sur une orientation révolutionnaire dont le but est de faire la révolution socialiste en France et de contribuer à la défaite mondiale de l'impérialisme.

Mais dans quel sens agir aujourd'hui, concrètement, pour défendre la paix ?

QUELLE ATTITUDE VIS-A-VIS DE L'U.R.S.S. ?

Une première question se pose : quelle attitude avoir par rapport à l'U.R.S.S. ? C'est d'elle que viennent les principales menaces contre la paix mondiale. Il est nécessaire de riposter énergiquement à chacune de ses agressions, de ne pas se contenter de protestations verbales mais de recourir à des mesures de rétorsion effectives, d'aider les peuples qui se dressent contre sa domination. C'est pourquoi, par exemple, à la suite de l'invasion de l'Afghanistan, nous sommes favorables au boycottage



des Jeux de Moscou. C'est pourquoi aussi nous estimons que le peuple afghan doit recevoir une aide internationale pour combattre les envahisseurs. Il en va de même pour la résistance cambodgienne qui combat aujourd'hui les occupants soviéto-vietnamiens. Les défaites que peut subir l'U.R.S.S. dans ses agressions, les difficultés qu'elle rencontre sont autant d'atouts pour la paix.

Les mesures de rétorsion économiques sont également nécessaires car elles contribuent à affaiblir les capacités d'agression de l'U.R.S.S. Les livraisons massives de blé, les crédits, l'installation d'entreprises sont autant d'aides à une économie dirigée vers la guerre.

La bourgeoisie française, pour l'essentiel, n'agit pas dans ce sens. Son attitude à la suite de l'invasion de l'Afghanistan est significative. Le gouvernement français s'est opposé à toute mesure de rétorsion, que ce soit le boycott des Jeux de Moscou, ou à plus forte raison, des mesures d'ordre économique. Une telle orientation ne peut qu'encourager de nouvelles agressions à l'avenir. Parmi les différents mobiles à cette attitude se trouve la recherche du profit immédiat. En 1979, les échanges entre la France et l'U.R.S.S. ont progressé de 32,6 %. Certains capitalistes voient dans l'U.R.S.S. un marché prometteur, une source de profits. Et aujourd'hui, certains rêvent de prendre la place laissée vacante par les U.S.A. sur le marché soviétique. L'U.R.S.S. joue sur la cupidité des capitalistes ouest-européens, leur fait miroiter des profits juteux.



QUELLE ATTITUDE AVOIR PAR RAPPORT AUX U.S.A. ?

Dans leur rivalité vis-à-vis de l'U.R.S.S., les U.S.A. cherchent à entraîner les pays européens derrière eux afin qu'ils contribuent à la défense des intérêts américains. Leur conception de la défense de l'Europe n'est pas conforme à la défense de l'indépendance des pays européens. Elle a pour but de maintenir l'Europe de l'Ouest dans leur sphère d'influence, d'utiliser les pays ouest-européens au service de la défense de leur domination mondiale aujourd'hui déclinante. Pour défendre réellement les intérêts des peuples européens, il est nécessaire de combattre vigoureusement les tentatives américaines visant à imposer leur direction. Face aux menaces d'agression de l'U.R.S.S., les peuples européens ne peuvent pas s'en remettre aux U.S.A. Sans attaquer nécessairement chacune des mesures prises par les U.S.A., certaines d'entre-elles pouvant contribuer à freiner l'expansion de l'U.R.S.S., il est nécessaire de combattre leur pillage et de soutenir les peuples qui se dressent contre, de s'opposer à leurs tentatives d'imposer leur direction.

L'UNION DES PEUPLES ET PAYS D'EUROPE

L'alternative à la soumission aux U.S.A., incompatible avec les intérêts des peuples ouest-européens, se trouve dans l'union des pays ouest-européens et de leurs peuples. Enjeu du conflit qui se prépare, objet des préparatifs de la guerre d'agression que prépare l'U.R.S.S., l'intérêt de l'Europe et de ses peuples est d'être unie. Il est évident que des pays rassemblant leurs forces sont beaucoup moins vulnérables que des pays agissant en ordre dispersé. La division des pays européens est un encouragement à l'agression, un gage de succès. L'union des pays européens, est par contre un facteur de paix. Elle contribue à dissuader l'agression. En ce sens, ceux qui encouragent les divisions entre les peuples européens, en particulier entre les peuples français et allemands agissent à l'encontre des intérêts de la paix.

LE TIERS-MONDE, NOTRE ALLIE

S'unissant entre eux, les peuples et les pays européens doivent s'unir avec les peuples et les pays du Tiers-monde. Là se trouve l'intérêt fondamental des peuples européens. Voilà une force immense qui agit avec de plus en plus de vigueur contre la domination de l'U.R.S.S. et des U.S.A. En s'unissant avec elle, les peuples européens peuvent isoler les fauteurs de guerre. Ne voit-on pas qu'aujourd'hui, par exemple, les pays du Tiers-monde, islamiques en particulier, constituent une opposition puissante à l'agression de l'U.R.S.S. en Afghanistan ? Pour faire main basse sur l'Europe, l'U.R.S.S. a besoin de contrôler des points stratégiques, des ressources se trouvant dans les pays du Tiers-monde. C'est pourquoi elle multiplie les agressions contre eux. D'ores et déjà, de nombreux peuples du Tiers-monde sont engagés dans une lutte directe, dans une guerre populaire contre l'U.R.S.S. : en Afghanistan, au Cambodge, en Erythrée. De nombreux pays font face à ses menaces : en Asie et en Afrique tout particulièrement. L'intérêt commun des pays du Tiers-monde et des pays européens est clair. Les peuples du Tiers-monde qui combattent aujourd'hui les agressions de l'U.R.S.S. luttent aussi pour l'avenir des peuples européens. Dans le même temps, les pays et les peuples du Tiers-monde poursuivent leur lutte contre le pillage et l'oppression auxquels les U.S.A. continuent à se livrer. S'unir avec les peuples et pays du Tiers-monde, c'est aussi soutenir leur lutte contre la domination américaine.

Mais l'unité nécessaire entre les pays européens et le Tiers-monde est gravement compromise par la politique impérialiste d'un pays comme la France qui cherche à perpétuer le pillage de différents pays, s'ingère dans leurs affaires. L'organisation de campagnes de haine contre les pays producteurs de pétrole et le Tiers-monde en général s'oppose évidemment à cette unité. Pour prendre un exemple, la campagne hystérique menée en France contre la révolution iranienne, en nuisant à l'amitié entre les peuples français et iranien, était diamétralement opposée aux intérêts de la paix. On peut encore mieux le mesurer aujourd'hui où l'on constate que l'Iran constitue un appui très important dans la lutte du peuple afghan contre l'invasion soviétique. Défendre la paix c'est donc se ranger résolument aux côtés des peuples et des pays du Tiers-monde pour soutenir leur lutte, c'est combattre non seulement les agressions et la domination des deux superpuissances à leur égard mais aussi le pillage et les ingérences auxquels la France impérialiste continu à se livrer. Cette politique impérialiste contribue d'ailleurs à créer dans le Tiers-monde certains courants cherchant à s'allier à l'U.R.S.S. pour y trouver un appui.

Pays du Tiers-monde, la Chine est aussi un pays socialiste dont les intérêts exigent le maintien de la paix. Elle en a profondément besoin car elle est tout entière tournée vers la modernisation de son économie afin d'améliorer les conditions de vie d'un milliard d'hommes. Depuis des années elle dénonce les préparatifs de guerre des superpuissances, c'est elle qui s'oppose le plus énergiquement aux agressions de l'U.R.S.S. Aider la Chine dans son immense entreprise de modernisation est conforme à la défense de la paix mondiale. Une Chine forte est un important facteur de paix car elle constitue une dissuasion pour les agresseurs. Sa capacité à pouvoir s'opposer efficacement à une agression, l'existence d'une alliance entre les pays européens et la Chine seraient d'importants éléments susceptibles de faire réfléchir l'U.R.S.S. avant de s'engager dans une agression en Europe. Ceux qui refusent d'apporter à la Chine l'aide nécessaire à sa modernisation, qui refusent à l'aider dans le renforcement de ses capacités de défense, agissent conformément aux attentes de l'U.R.S.S. Plus la Chine socialiste sera puissante, plus le Tiers-monde dans son ensemble sera fort, plus les peuples européens auront des alliés solides et mieux ce sera. Pour la défense de la paix aujourd'hui et pour la défaite des agresseurs le moment venu.

P. Burnand

NOTRE PROCHAIN DOSSIER
« LIBERTES ET JUSTICE : LE POUVOIR LIBERE SON ARSENAL REPRESSIF ».
Nous y traiterons entre autres :
- Les attaques du pouvoir contre nos frères immigrés.
- La remise en cause du droit d'affichage.
- La répression antisyndicale.

Le contenu de ce dossier n'est pas immuable et toutes les contributions pouvant l'enrichir seront les bienvenues. Alors à vos plumes.

LIBRAIRIE « LES HERBES SAUVAGES »

La lutte du peuple algérien par les livres

Parmi les nombreux livres sur l'Algérie, un large choix d'ouvrages est principalement consacré à l'histoire du mouvement de libération et à la lutte du peuple algérien contre la colonisation française.

Il convient de citer en particulier :

– *Récits de feu* (publié par les éditions nationales algériennes, la S.N.E.D.) qui regroupe une quarantaine de fascinants témoignages sur la lutte de libération nationale déclenchée le 1er novembre 1954. (23 F.)

– *Le Livre de notre vie* (S.N.E.D.) composé de dessins et de textes d'enfants sur la Révolution algérienne. (13 F.)

– *La Révolution nationale algérienne et le P.C.F.* J. Jurquet (E. 100). Cette étude comportera 5 tomes et couvrira la période de 1847 - 1962. 3 tomes sont parus à ce jour.

Tome 1 (vient de paraître une nouvelle édition revue et augmentée).

1847 - 1920 les analyses de Marx, Engels, Lénine sur l'Algérie, la question coloniale, les positions de la 2e Internationale et du mouvement ouvrier français. (28 F.)

Tome 2. 1920 - 1939. Naissance du P.C.F., développement du nationalisme algérien. Analyse des positions du P.C.F.. Comprend de nombreux documents très rares. (45 F.)

Tome 3. 1939 - 1945. La situation en Algérie pendant la 2e Guerre mondiale. Les massacres de mai 1945. Présente en annexe plusieurs documents inédits. (45 F.)

– *Le Mouvement révolutionnaire en Algérie*, de la 1re Guerre mondiale à 1954 de Ahmed Mahsas (L'Harmattan) qui présente une analyse approfondie de l'évolution du mouvement national de libération. (75 F.)

– *La Révolution algérienne par les textes* (Ed. Aujourd'hui). Recueil de tracts, plateformes, articles publiés par le F.L.N., El Moujahid, etc. de 1954 à 1962. (45 F.)

– *On nous appelait Fellaghas* Cdt Azzedine (Ed. Stock). Le témoignage passionnant d'un combattant de la lutte de libération. (45 F.)

– *L'Oued en crue* B. Bachir (E. 100). La vie et les luttes du peuple algérien de 1945 à 1960 à travers l'histoire d'une famille. (22 F.)

– *Les Porteurs de valises*. Hamon, Rotman (Albin Michel). Un livre passionnant sur le rôle méconnu des Français qui aidèrent le F.L.N. Une réserve : les points de vue personnels des auteurs. (59 F.)

– *Pour Djamila Bouhired*. G. Aranaud, J. Verges (Ed. de Minuit). Un écrivain et un avocat assurent la défense d'une militante du F.L.N. face à la « justice » colonialiste. (6 F.)

– *Elise ou la vraie vie*. C. Etcherelli (Folio). Certainement le seul roman français qui se situe ouvertement pendant la guerre d'Algérie et dont l'action a lieu en France. (10 F.)

L'on peut également trouver quelques documents d'époque édités à l'étranger, surtout en Suisse, comme :

– *Le Manuel du militant algérien*. Recueil de cours sur l'histoire du mouvement de libération, sur le rôle de l'A.L.N., sur l'éducation politique. (10 F.)

– *L'Aliénation colonialiste et la résistance de la famille algérienne*. Etude sur les pressions du colonialisme pour briser l'identité nationale. (10 F.)

– *Images de la guerre d'Algérie*. Des photos accablantes sur les massacres et les déportations de la population. (10 F.) Egalement disponible des chants de la Révolution algérienne avec l'hymne du F.L.N. (24 F.)

Ouvrages disponibles en quantité très limitée. Les prix sont ceux pratiqués par la librairie « Les Herbes sauvages » 70, rue de Belleville, Paris 20e. Par correspondance s'adresser à Livres services, 24 rue Philippe de Girard, Paris 10e.

Joindre votre règlement, qu'il faut établir à l'ordre de la librairie « Les Herbes sauvages ».

Pour participation aux frais de port, ajouter au montant de votre commande : 5 F pour un livre commandé ; 10 % du montant de la commande jusqu'à 100 F ; 5 % du montant de la commande au-delà de 100 F.

Notes de lecture

«Le mouvement révolutionnaire en Algérie »

Ahmed MAHSAS

Il s'agit d'un ouvrage de 367 pages édité par la librairie-éditions L'Harmattan, fin 1979.

« Essai sur la formation du mouvement national », il concerne essentiellement la période allant *« de la première guerre mondiale à 1954 »*.

Docteur en sociologie, Ahmed Mahsas analyse la société algérienne sous le colonialisme français. Il privilégie délibérément, à juste titre, le courant révolutionnaire *« solution la plus appropriée au problème de la libération nationale »*. A travers le mouvement national, il étudie le *« fait révolutionnaire »*. De 1830 à 1954, il distingue trois périodes :

1) L'origine et la formation du mouvement national, qui se termine en 1939 au début de la seconde guerre mondiale ;

2) L'essor du mouvement national qui se désingègre après les événements de mai 1945, mais fait du P.P.A.-M.T.L.D. la *« principale organisation révolutionnaire, majoritaire dans le pays »*.

3) La mutation qualitative du mouvement national qui, par delà la crise profonde de sa principale formation, débouche en 1954 sur les conditons du déclenchement de la lutte armée.

La critique pertinente des positions des communistes (P.C.F. et P.C.A.) se trouve étayée par une riche documentation. Notons, entre autres données précieuses pour l'histoire, une relation détaillée de la naissance et du développement de *L'Etoile Nord-Africaine* et ses contradictions avec les dirigeants du P.C.F.

Les références à la théorie de Mao Tsétoung sur la révolution dans les pays dominés par le colonialisme sont d'une opportunité fort appréciable.

Dans sa conclusion, l'auteur précise qu'il ne s'est pas agi seulement d'une libération nationale, mais aussi d'une *reprise de l'identité culturelle dans le cadre de la civilisation arabo-islamique* sur la base des *valeurs fondamentales du pays »*. Il précise encore que *« le P.C.A. pratiquait une sorte de patriotisme de Parti, lié aux partis communistes français et soviétiques, et un internationalisme qui subordonnait l'intérêt de l'Algérie aux intérêts idéologiques et stratégiques étrangers »*. Ce qui l'amena *« à soutenir les projets d'assimilation, celui de l'Union française et à être toujours en retrait par rapport à la question nationale »*.

C'est là exactement ce que nous pensons. Mais ces jugements historico-politiques bénéficient d'une autorité plus autorisée que la nôtre, quand ils apparaissent sous la plume d'un auteur algérien qui fut lui-même, dès son plus jeune âge, un actif patriote révolutionnaire, contraint de vivre dans la clandestinité de 1946 à 1962.

J. J.

AFGHANISTAN

Pour mieux connaître ce peuple écoutez sa musique

Michel David

L'Afghanistan est un pays de très vieille civilisation puisque Kaboul apparaît vers le troisième millénaire av. J.C. Les Scythes habitèrent la région puis les tribus indiennes occupent le pays lors des migrations aryennes du deuxième et premier millénaire avant J.C.

Cyrus intégra cette région à son empire perse. Un autre royaume au Nord, la Bactriame est le berceau de la religion fondée par Zarathoustra.

UN CARREFOUR

Les conquêtes d'Alexandre apportent l'influence grecque.

A partir du Ier siècle après J.C. la tribu Kushans dont l'empire s'étend jusqu'à Bénarès et au Kashmir adoptent le bouddhisme.

A la fin du IVe siècle les Kushans sont vaincus par les Huns puis la région est dominée de 659 à 751 par les empereurs chinois Tang, puis, après une très longue résistance de deux siècles, par l'Islam (vers 900). Les Moghols et Gengis Khan et les Turcs de Tamerlan.

De ce fait la nation afghane fut un point de rencontre entre les cultures grecque, iranienne, arabe, turque, indienne et chinoise.

LES MUSIQUES

Du fait de la lente évolution des structures sociales, la tradition musicale a été remarquablement conservée. La situation carrefour du pays explique les différentes influences musicales :

dans les hautes vallées du Pamir, certaines sonorités témoignent des premières civilisations de l'Asie centrale. On retrouve également des vestiges de la musique ancienne grecque ;

la musique populaire conserve grossièrement les schémas de ces vieilles traditions ;

par ailleurs la musique classique se signale par une influence très forte de la musique ancienne de l'Inde du Nord.

U.R.S.S.
Influence ouzbèque
Influence de l'Inde du Nord
Kaboul
Herat
Rawalpindi
IRAN
AFGHANISTAN
Langue pachto
Lahore
Kandahar
PAKISTAN

Un album à écouter : musiques et traditions du monde, AFGHANISTAN CBS 65 95 4

Ce disque comprend :

– des solos de Zer-Barhali
– de Toolah accompagnés de Tablas
– de Tumbur

– Un chant accompagné par un Ritchak et un Zerbahali (chant de la région de Mazar-I-Sharfi avec une partie chantée en ouzbéki et une partie en dari (c'est-à-dire du persan)

– De la musique du Nord au Ribab et Tablas (tradition classique sous influence indienne).

Les instruments

ZER-BARHALI	tambour à une peau
RITCHAK	instrument à archet à deux cordes
TUMBUR	cithare à trois cordes pincées (environ sitar indien)
TOOLAH	flûte traversière
TABLAS	tambourins indiens
RABAB	instruments à cordes

D'un coup de crayon

MOSCOU 80

URSS

par Sylvestre

LE 110 M HAIES

AFGHANISTAN

TCHÉCOSLOVAQUIE

DÉFILÉ de L'ÉQUIPE OLYMPIQUE SOVIÉTIQUE

MOSCOU 80

MÉDAILLE d'OR MOSCOU 80

H

MÉDAILLE d'ARGENT MOSCOU 80

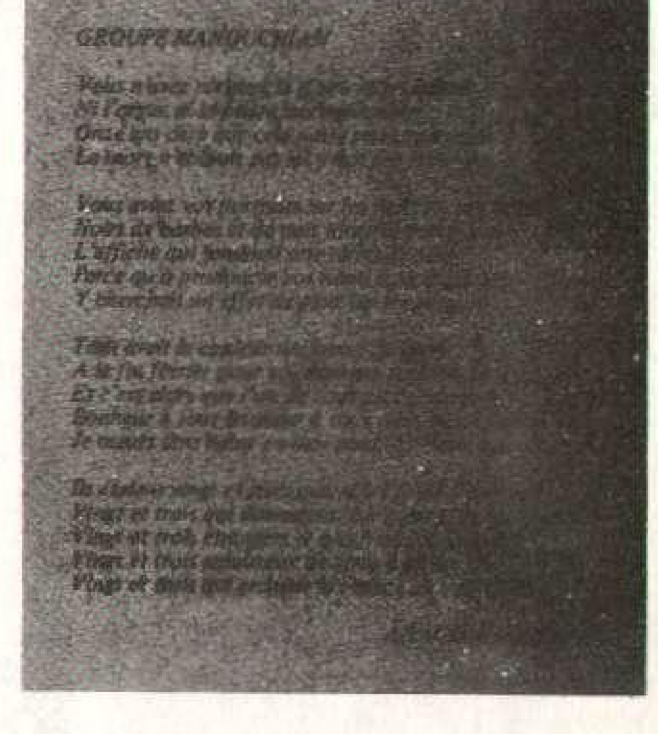
URSS

MÉDAILLE de BRONZE

EQUIPE OLYMPIQUE AFGHANE

Suite de la page 32

A la mémoire du groupe Manouchian éxécuté le 21 Février 1944



« Chaque année, le 21 février, la France résistante commémore l'anniversaire de vingt trois partisans immigrés qui devaient tomber victimes de la barbarie nazie. Vingt deux hommes et une femme. Durant trois mois ils sont demeurés indomptables face à leurs bourreaux. Ils venaient de tous les coins du monde. (Espagnol, Roumain, Italien, Hongrois, Polonais, Arménien et Français). Différentes étaient leurs nationalités comme leurs conceptions politiques et leur foi. Ils se sont unis dans les combats pour le triomphe de la vie et sont allés ensemble jusqu'à la mort, symbolisant à jamais leur fraternité d'armes... En dépit de leur petit nombre, par leur courage et leur audace et leur abnégation, ils faisaient trembler les nazis...

Novembre 1943 ! Le mouvement de la Résistance dans la région parisienne venait de subir des coups les plus terribles à la suite d'une filature serrée, de rafles, d'arrestations. Environ deux cent personnes avaient été ramassées et impliquées dand un grand procès terroriste. Parmi elles se trouvaient une trentaine de résistants immigrés luttant dans les mêmes conditions que leurs frères français.

C'était au moment où les attaques conjuguées des alliées et la lutte pour la libération à l'intérieur des pays occupés mettaient les hitlériens dans une situation toujours plus critique, les coups de l'Armée rouge ébranlaient le moral du peuple allemand et encourageaient la résistance contre les envahisseurs. La terreur seule ne suffisait plus, il fallait à tous prix discréditer le mouvement de la Résistance, le calomnier, lui enlever son caractère authentiquement national, le détacher de la sympathie générale de la population française.

Le but de cette campagne était de jeter le discrédit sur les mouvements de résistance, en essayant de démonter que les résistants étaient des agents à la solde des puissances étrangères ; que les membres de la résistance étaient des tueurs, des terroristes s'acharnant contre la population. Les autorités allemandes n'ont pas laissé échapper cette belle occasion et se sont empressées de donner la plus gra grande publicité possible au procès des 23 du groupe Manouchian. C'est par dizaines de milliers que les occupants couvrirent les murs de toutes les communes de France de l'AFFICHE ROUGE.

Mais l'opinion publique ne fut pas dupe ! En croyant inspirer l'horreur aux Français, les hitlériens firent preuve d'un manque total de psychologie ; quand les Français virent ces affiches, ils pensèrent qu'ils avaient là des alliés, des frères...

En vain les hitlériens ont-ils essayé de déconsidérer leurs actions en parlant de « terroristes étrangers » ils ont obtenu l'effet contraire : « *ce ne sont pas des terroristes, ce sont des combattants* » disait la foule en s'arrêtant devant les hideuses affiches généralement couvertes des inscriptions à la gloire des martyrs. (Voir photo)...

Le calvaire des 23 fut long. Dans les casemates, dans les chambres spéciales de tortures, livrés jour et nuit aux bourreaux, ils gardèrent farouchement leur dignité et respectèrent les consignes de combattants : ne rien divulguer à l'ennemi.

Ils se sont tus parce qu'ils savaient que le moindre mot échappé devant l'ennemi pouvait jeter des centaines de Français, leurs camarades de lutte, dans les géôles nazies.

Plus de 100 attentats à la grenade, à la mitraillette et à l'explosif des dizaines de locaux et d'installations allemandes dévastées, des centaines d'Allemands tués, parmi lesquels on peut compter le général Von Schaumburg, commandant du « *grand Paris* », chef d'état major, le docteur Ritter, représentant de l'Allemagne pour le recrutement de la main d'œuvre française, tel est le bilan de leur action anti-fasciste.

Ils ont combattu en héros. Et pendant leur détention, sous les tortures, au cours du procès, et jusqu'à leur dernier soupir devant le peloton d'exécution, ils restèrent fidèles à leur serment, à leur idéal.

Le 21 février 1944, 22 d'entre eux étaient fusillés ; la 23e, une femme, une mère a été décapitée par les nazis à Stuttgart le 10 mai 1944. »

Gaston Laroche

Le livre « ON LES NOMMAIT DES ETRANGERS... » de Gaston Laroche, dont nous publions un extrait, n'est malheureusement plus édité aujourd'hui. Il n'est disponible que dans les bibliothèques.

La rédaction

A la mémoire du groupe Manouchian éxécuté le 21 Février 1944

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le 21 février a été choisi par les partis communistes du monde entier pour la « *journée anti-impérialiste* ». Cette date célèbre deux événements : d'une part la répression sauvage par les Anglais d'une grève des ouvriers indiens et d'autre part, l'exécution des 23 partisans immigrés du groupe Manouchian par la Gestapo, en France.

Pour le faire, nous avons choisi de vous présenter des extraits du livre « ON LES NOMMAIT DES ETRANGERS... » de Gaston Laroche (colonel F.T.P.F. Boris Matline) (Editeurs français réunis, 1965). Ce livre rend hommage à tous les étrangers qui donnèrent leur vie dans la lutte antifasciste contre l'occupation allemande en France.

E.D.



La réponse des Patriotes



Février 1944 : L'affiche nazie sur les murs de Paris.

← suite page 31